

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU PREMIER
MINISTRE, CHARGE DU BUDGET ET
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

PROJET DE BUDGET 2018

PROJET DE BUDGET 2018

**COMMUNICATION EN
CONSEIL DES MINISTRES**

Octobre 2017

SOMMAIRE

INTRODUCTION	2
I. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2017	3
I.1 Situation économique récente	3
I.2 Situation de l'exécution du budget 2017	4
<i>I.2.1 Situation de mobilisation des ressources</i>	4
<i>I.2.2 Exécution des dépenses</i>	5
II. PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET PROJET DE BUDGET 2018	7
II.1 Perspectives économiques en 2018	7
II.2 Composantes du projet de budget 2018	8
<i>II.2.1 Au titre des ressources</i>	8
<i>II.2.2 Au titre des dépenses</i>	12
II.3 Analyse par secteur des dépenses du projet de budget 2018	16
II.4 Dépenses de lutte contre la pauvreté	18
CONCLUSION	19
ANNEXES	20

INTRODUCTION

Le projet de budget pour l'année 2018 est élaboré dans un contexte socio-politique et économique moins favorable, marqué par les effets des chocs internes et externes enregistrés en début d'année 2017.

Au niveau socio-politique, les actions menées par le Gouvernement en vue de la consolidation de la paix sociale et de la cohésion nationale, ont certes permis d'apporter des solutions appropriées aux récentes revendications, notamment avec la signature d'une trêve sociale. Elles devraient toutefois peser sur certaines rubriques du budget de l'Etat.

Au plan économique, les efforts de mise en œuvre du Plan National de Développement pour la période 2016-2020 devraient conduire au maintien d'un rythme soutenu de l'expansion économique. Le taux de croissance économique ressortirait à 8,1% en 2017, quoiqu'en légère baisse par rapport aux réalisations des années précédentes. L'économie ivoirienne devrait continuer d'afficher ce dynamisme en 2018 avec une croissance projetée à 8,3%, tirée par l'ensemble des secteurs d'activités, en particulier les secteurs tertiaire et secondaire dont les contributions sont estimées respectivement à 3,7 et 2,3 points de croissance.

Le projet de budget 2018 est en ligne avec ces évolutions. Il consacre en particulier la poursuite de la mise en œuvre des priorités du Gouvernement, notamment l'accroissement de l'offre d'infrastructures socio-économiques et de services de base, l'amélioration du système d'éducation en vue de l'adapter aux besoins du marché du travail, la consolidation du système de santé pour le rendre davantage accessible aux couches les plus défavorisées, l'amélioration de la situation alimentaire de la population.

Il est également constitué de façon à favoriser la création d'emplois, notamment pour les jeunes, à renforcer les investissements dans les secteurs de l'énergie, des routes et de l'adduction en eau potable, ainsi qu'à consolider le dispositif sécuritaire et de défense, en lien avec les grandes orientations définies dans les lois de programmation militaire et de sécurité, dans un contexte de menaces terroristes sous-régionale.

La présente Communication en Conseil des Ministres donne un aperçu de l'évolution de la situation économique et financière en 2017 ainsi que les perspectives économiques et les projections budgétaires pour l'année 2018.

I. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2017

I.1 Situation économique récente

L'**environnement international** est marqué par l'affermissement continu de l'activité économique, aussi bien dans les pays avancés que dans les pays émergents et en développement. La croissance de l'économie mondiale est estimée à 3,5% en 2017 contre 3,2% en 2016, en rapport avec le dynamisme du commerce international, de l'activité industrielle et des services.

Au sein de la **zone UEMOA**, la croissance en 2017 ressortirait à 6,9% contre 6,7% enregistré en 2016, du fait d'une consolidation de l'activité portée par les secteurs secondaire et tertiaire dans l'ensemble des pays de l'Union.

Au plan national, l'économie ivoirienne devrait connaître une croissance de 8,1% en 2017 malgré les chocs internes et externes, notamment la chute des cours du cacao. Le maintien d'un rythme soutenu de la croissance, qui confirme la résilience de l'économie nationale, s'explique par le rebond du secteur primaire et le dynamisme des secteurs tertiaire et secondaire.

Le **secteur primaire** devrait enregistrer une croissance de 9,9% contre un taux de -1,1% en 2016, grâce au rebond de l'agriculture d'exportation (14,3%) et la consolidation de l'agriculture vivrière (7,4%). La croissance de l'agriculture d'exportation serait soutenue, d'une part, par la hausse des productions de cacao (21,4%), de l'ananas (25,7%), du sucre (23,5%) et de la banane (15,7%) et, d'autre part, par une bonne pluviosité et un meilleur traitement phytosanitaire des plantations. La production vivrière bénéficierait, quant à elle, de la mise en œuvre du Plan d'Urgence d'Appui à la Production Vivrière.

Le **secteur secondaire** connaîtrait une hausse de 7,3% après la progression notable de 15,2% enregistrée en 2016. L'activité du secteur serait soutenue par la consolidation des BTP (12,0%), des produits pétroliers (12,1%) et des industries manufacturières (hors raffinerie et agro-alimentaire) (13,4%). La branche énergie tirerait avantage des investissements réalisés depuis 2012 avec une capacité de production davantage renforcée par la mise en production du barrage de Soubré en 2017 (275 MW).

Le **secteur tertiaire** devrait bénéficier des bonnes performances des secteurs primaire et secondaire, mais également des externalités positives de l'organisation des 8^{ième} Jeux de la Francophonie. Ainsi, la valeur ajoutée de ce secteur progresserait de 9,1% grâce à la branche "commerce" (9,6%), en liaison avec le regain du commerce extérieur, ainsi que la branche "autres services" (8,8%). Les secteurs des télécommunications et du transport devraient poursuivre leur dynamisme pour afficher une croissance respectivement de 9,4% et 8,7%.

L'**inflation** serait contenue à 1,0% en moyenne annuelle (en dessous de la norme communautaire de 3%), malgré le renchérissement des prix des produits importés. Cette maîtrise de l'inflation résulterait de l'accroissement de l'offre intérieure de denrées alimentaires et de la mise en œuvre des stratégies du Gouvernement de lutte contre la vie chère.

Au niveau de la **demande**, la croissance serait impulsée par la poursuite des investissements (11,3%) et le dynamisme de la consommation finale (7,1%), en lien avec l'évolution favorable du marché de l'emploi.

S'agissant des **échanges extérieurs**, les exportations et les importations de biens et services progresseraient respectivement de 7,4% et 6,1%.

I.2 Situation de l'exécution du budget 2017

Prévu initialement à **6 501,4 milliards**, le budget 2017 a été révisé à travers un collectif budgétaire à **6 447,6 milliards**, soit une baisse de **53,8 milliards**, motivée par les différentes évolutions majeures intervenues en cours de gestion. Il s'agit notamment de la prise en compte de l'impact financier des mesures prises par le Gouvernement, en réponse aux revendications sociales intervenues en début d'année et de la baisse des prévisions de certaines ressources, notamment celles liées au cacao.

I.2.1 Situation de mobilisation des ressources

Les ressources budgétaires en 2017 ressortiraient à **6 221,0 milliards** pour une prévision de **6 447,6 milliards**, soit un taux de mobilisation de 96,5%. Ces estimations de réalisation comprennent 81,6% de ressources intérieures et 19,4% de ressources extérieures.

Tableau 1 : Evolution des recettes budgétaires en 2017

Données en milliards de FCA

Natures des ressources	Gestion 2017		
	Collectif	Estimation	Taux d'exéc. (%)
RESSOURCES INTERIEURES	5 074,6	5 076,1	100,0%
Recettes fiscales	3 070,9	3 068,6	99,9%
dont Impôts sur bénéfiques (hors pétrole)	388,6	382,8	98,5%
Revenu du pétrole et gaz	94,1	86,5	91,9%
TVA (hors part secteur électricité)	360,6	350,7	97,3%
Taxes sur produits pétroliers	192,4	207,8	108,0%
Taxes sur marchandises générales	801,8	766,6	95,6%
Droit Unique de Sortie (DUS)	403,9	425,9	105,5%
Recettes non fiscales	156,9	155,3	98,9%
dont Produits de la privatisation et vente d'actifs	23,9	24,3	101,7%
Versement des entreprises	0,7	0,7	100,0%
Redevance téléphonie cellulaire	65,0	65,0	100,0%
Recettes non fiscales du Trésor	31,5	28,4	90,1%
Divers autres financements	1 296,8	1 296,8	100,0%
dont Titres publics - émissions	1 296,8	1 296,8	100,0%
Recettes des Comptes Spéciaux du Trésor	550,0	555,5	101,0%
RESSOURCES EXTERIEURES	1 373,0	1 144,9	83,4%
Appuis budgétaires	447,4	440,0	98,3%
Emprunts-projets	681,3	509,5	74,8%
Dons-projets	244,3	195,4	80,0%
TOTAL GENERAL	6 447,6	6 221,0	96,5%

Sources : DGBF, DGE, DGTCP, DGI, DGD

➤ Ressources intérieures

Les ressources intérieures devraient être recouvrées à hauteur de **5 076,1 milliards** pour des prévisions de **5 074,6 milliards**.

Les **recettes fiscales**, représentant 60,5% des ressources intérieures, ressortiraient à **3 068,6 milliards** pour des prévisions de **3 070,9 milliards**, soit un taux de réalisation de 99,9%. Ce résultat serait lié au bon niveau de recouvrement enregistré sur certaines natures de recettes telles que les droits d'enregistrement et les taxes à l'exportation. Toutefois, quelques contre-performances seraient constatées sur d'autres postes de recettes tels que les marchandises générales et la taxe sur la valeur ajoutée en régime intérieur.

Les **recettes non fiscales** s'établiraient à **155,3 milliards** contre 156,9 milliards prévus, en liaison avec les dividendes versées par PETROCI moindres que celles attendues (3 milliards pour une prévision de 7 milliards).

Les ressources attendues des **marchés monétaire et financier** se situeraient à **1 296,8 milliards**, dont 710 milliards d'eurobonds.

Les **ressources des Comptes Spéciaux du Trésor** seraient réalisées à hauteur de **550,7 milliards**.

➤ Ressources extérieures

Les mobilisations de **ressources extérieures**, attendues à **1 373,0 milliards**, s'établiraient à **1 144,9 milliards**, comprenant 440 milliards d'appuis budgétaires et 704,9 milliards d'emprunts et dons projets.

I.2.2 Exécution des dépenses

L'exécution des dépenses du budget 2017 ressortirait globalement à **6 170,2 milliards** contre **6 447,6 milliards** prévus. Ces dépenses se répartissent entre le service de la dette publique (23,4%), les dépenses ordinaires (43,8%), les dépenses d'investissement (23,8%) et les dépenses des comptes spéciaux du Trésor (9,0%).

Tableau 2 : Evolution des dépenses budgétaires en 2017

Données en milliards de FCFA

Natures des dépenses	Gestion 2017		
	Collectif	Estimation	Taux d'exéc. (%)
SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	1 459,8	1 444,9	99,0%
Dette intérieure	884,2	889,9	100,6%
dont Titres publics	743,7	748,8	100,7%
Dette extérieure	575,5	555,1	96,4%
DEPENSES ORDINAIRES	2 691,0	2 700,1	100,3%
Personnel	1 512,2	1 512,2	100,0%
Abonnement	90,6	90,6	100,0%
Subventions et transferts	365,8	369,0	100,9%
Charges de fonctionnement des services et autres	722,3	728,3	100,8%
<i>Elections</i>	1,8	1,8	100,0%
<i>Gratuité des soins ciblés</i>	15,0	15,0	100,0%
<i>Fonctionnement CNS</i>	27,4	27,4	100,0%
<i>Autres frais de fonctionnement des services</i>	678,1	684,1	100,9%
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 746,9	1 469,7	84,1%
Trésor	821,3	764,8	93,1%
dont Projets C2D	56,6	94,6	167,2%
Emprunts	681,3	509,5	74,8%
Dons	244,3	195,4	80,0%
DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	550,0	555,5	101,0%
TOTAL GENERAL	6 447,6	6 170,2	95,7%

Sources : DGBF, DGTCP, DGE

➤ **Service de la dette publique**

Le **service de la dette publique** s'élèverait à **1 444,9 milliards** pour un service prévisionnel de 1 459,8 milliards. Il se répartit entre la dette intérieure pour un montant de 889,8 milliards et la dette extérieure pour 555,1 milliards.

➤ **Dépenses ordinaires**

Les **dépenses ordinaires** comprenant les charges de personnel, les frais d'abonnement, les subventions et transferts ainsi que le coût de fonctionnement des services se situeraient à **2 700,1 milliards**.

Les **charges de personnel** ressortiraient à **1 512,2 milliards** conformément aux prévisions.

Les frais **d'abonnement d'eau, d'électricité et de téléphone** seraient de **90,6 milliards**, en ligne avec les prévisions.

Les **subventions et transferts** se situeraient à **369,0 milliards** dont un montant de 124,7 milliards pour la prise en charge des frais d'écolage des élèves et étudiants affectés dans les établissements privés.

Les **autres charges de fonctionnement** s'établiraient à **728,3 milliards**. Ces charges intègrent 15 milliards au titre de la gratuité des soins et 27,4 milliards au profit du Conseil National de la Sécurité.

➤ **Dépenses d'investissement**

Les **dépenses d'investissement** y compris le Fonds d'Investissement en Milieu Rural et le Fonds d'Entretien Routier devraient s'exécuter à hauteur de **1 591,4 milliards** contre un objectif de 1 865,9 milliards, soit un taux d'exécution de 85,3%. Ces dépenses seraient financées sur les ressources intérieures à hauteur de 886,5 milliards (55,7%) et sur les ressources extérieures pour 704,9 milliards (44,3%).

II. PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET PROJET DE BUDGET 2018

II.1 Perspectives économiques en 2018

L'**économie mondiale** devrait afficher en 2018 un taux de croissance de 3,7% contre 3,5% estimé en 2017, en rapport principalement avec la consolidation de la croissance dans les économies émergentes et en développement (4,9%), liée à l'évolution favorable des cours du pétrole, des métaux de base et des matières premières agricoles. Aux Etats Unis, la croissance se raffermirait (2,1%) avec la nouvelle orientation politique visant une relance des infrastructures et une baisse de la fiscalité. Dans la zone Euro, la croissance s'établirait à 1,8%, en léger recul par rapport à 2017 (2,0%). Elle bénéficierait d'une politique budgétaire moins restrictive ainsi que des retombées du raffermissement de l'expansion de l'économie américaine.

Dans la **zone UEMOA**, le dynamisme de l'activité économique serait maintenu avec un taux de croissance de 6,5%, grâce à la poursuite de l'investissement aussi bien public que privé et des réformes structurelles dans les pays membres.

Au plan national, l'amélioration continue du climat des affaires, la poursuite des actions de renforcement de la paix sociale et de la cohésion nationale ainsi que la mise en œuvre continue des actions et projets contenus dans le Plan National de Développement 2016-2020, devraient permettre d'atteindre un taux de croissance de 8,3% en 2018. Cette croissance serait essentiellement portée, au niveau de l'offre, par les secteurs tertiaire et secondaire dont les contributions à la croissance s'établiraient respectivement à 3,7% et 2,3%.

En effet, le **secteur secondaire** progresserait de 9,5%, soutenu par les BTP (21,0%) et l'énergie (12,0%). La croissance de l'industrie agro-alimentaire, des autres industries manufacturières et de l'extraction minière sont attendues respectivement à 8,0%, 7,2% et 5,2%. Par ailleurs, l'activité industrielle, soutenue par les investissements publics à travers les Partenariats Publics Privés (PPP), bénéficierait de l'augmentation des capacités de production, de nouvelles installations d'unités industrielles et de la dynamique de la demande intérieure privée.

Le secteur tertiaire bénéficierait du dynamisme du secteur secondaire pour afficher une valeur ajoutée en progression de 9,7% grâce à l'ensemble de ses composantes notamment le commerce (9,0%), le transport (9,0%), les télécommunications (8,7%) et les autres services (10,5%).

Quant au **secteur primaire**, il devrait croître de 6,6% tiré principalement par l'agriculture vivrière et l'élevage (8,2%). La redynamisation des organisations professionnelles dans les secteurs du vivrier, de l'agriculture d'exportation (Coton-anacarde, etc.), de la pêche et de l'élevage devrait permettre d'améliorer la contribution à la croissance de ces différentes filières.

L'inflation en moyenne annuelle devrait être contenue à 2,0%, en dessous de la norme communautaire de 3%, grâce à l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, à la stabilité des prix des produits pétroliers, à un meilleur approvisionnement des autres biens de consommation finale et à la poursuite des actions de contrôle des prix dans le cadre de la politique de lutte contre la vie chère.

S'agissant de la **demande**, elle serait tirée par les investissements (15,5%) et la consommation finale des ménages (6,6%). Les investissements seraient soutenus par la

poursuite des grands chantiers publics et le renforcement des outils de production dans les secteurs manufacturier et de la construction. Le taux d'investissement global ressortirait à 22,8% du PIB contre 21,3% en 2017.

Pour ce qui est des **échanges extérieurs**, les importations de biens et services progresseraient de 6,1%, sous l'impulsion du dynamisme de l'économie. Les exportations de biens et services seraient, pour leur part, en hausse de 5,7%, en lien avec la bonne tenue des productions agricoles, minières, pétrolières et des produits transformés.

C'est dans ce contexte de perspectives économiques plutôt favorables qu'a été élaboré le projet de budget 2018 dont les principales composantes sont présentées ci-après.

II.2 Composantes du projet de budget 2018

Le projet de budget 2018 s'équilibre en ressources et en charges à **6 756,3 milliards**, en hausse de **308,7 milliards** par rapport au budget révisé 2017 qui s'élève à **6 447,6 milliards**, soit une évolution de **4,8%**.

II.2.1 Au titre des ressources

Les ressources du projet de budget 2018 sont constituées à 81,0% de ressources intérieures et à 19,0% de ressources extérieures.

Tableau 3 : Evolutions des ressources budgétaires en 2018

Données en milliards de FCFA

Natures des ressources	2017			2018		Variations (Prév. 2018/ est. 2017)	
	Budget initial	Collectif	Estimation	Projet de budget	Valeur	(%)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)= (4) - (3)	(5)/(3)	
RESSOURCES INTERIEURES	5 248,6	5 074,6	5 076,1	5 471,1	394,9	7,8%	
Recettes fiscales	3 345,4	3 070,9	3 068,6	3 406,0	337,4	11,0%	
dont Impôts sur bénéfices (hors pétrole)	396,3	388,6	382,8	442,6	59,9	15,6%	
Revenu du pétrole et gaz	91,1	94,1	86,5	92,2	5,7	6,6%	
TVA (hors part secteur électricité)	366,4	360,6	350,7	426,4	75,7	21,6%	
Taxes sur produits pétroliers	338,0	192,4	207,8	265,8	58,0	27,9%	
Taxes sur marchandises générales	812,0	801,8	766,6	875,4	108,8	14,2%	
Droit Unique de Sortie (DUS)	433,8	403,9	425,9	363,9	-62,0	-14,6%	
Recettes non fiscales	134,7	156,9	155,3	116,2	-39,1	-25,2%	
dont Produits de la privatisation et vente d'actifs	9,6	23,9	24,3	2,8	-21,6	-88,7%	
Versement des entreprises	5,0	0,7	0,7	0,7	0,0	0,0%	
Redevance téléphonie cellulaire	65,0	65,0	65,0	57,0	-8,0	-12,3%	
Recettes non fiscales du Trésor	19,3	31,5	28,4	32,1	3,8	13,3%	
Divers autres financements	1 227,1	1 296,8	1 296,8	1 310,7	13,9	1,1%	
dont Titres publics - émissions	1 227,1	1 296,8	1 296,8	1 281,8	-14,9	-1,2%	
Recettes des Comptes Spéciaux du Trésor	541,3	550,0	555,5	638,1	82,7	14,9%	
FIMR (fonds café cacao)	14,5	14,5	14,5	13,4	-1,1	-7,7%	
Transfert au Fonds d'Entretien Routier (FER)	104,1	104,5	107,2	127,2	20,0	18,6%	
Recettes affectées aux Collectivités	125,0	123,4	118,2	149,3	31,1	26,3%	
Autres recettes affectées et parafiscalité	297,7	307,6	315,6	348,3	32,8	10,4%	
RESSOURCES EXTERIEURES	1 252,8	1 373,0	1 144,9	1 285,2	140,3	12,3%	
Appuis budgétaires	330,8	447,4	440,0	369,1	-70,9	-16,1%	
Emprunts-projets	677,7	681,3	509,5	755,8	246,2	48,3%	
Dons-projets	244,3	244,3	195,4	160,3	-35,0	-17,9%	
TOTAL GENERAL	6 501,4	6 447,6	6 221,0	6 756,3	535,3	8,6%	

Sources : DGBF, DGE, DGTCP, DGI, DGD

➤ Ressources intérieures

Les ressources intérieures sont constituées de recettes fiscales (62,3%), de recettes non fiscales (2,1%), des émissions sur les marchés monétaire et financier (24,0%) et de ressources des comptes spéciaux du Trésor (11,6%).

Les recettes fiscales 2018 sont prévues à **3 406,0 milliards**, en hausse de 337,6 milliards (11,0%) par rapport à l'estimation à fin 2017. Cette évolution repose sur la bonne tenue de l'activité économique en 2017, le dynamisme de la consommation, la rationalisation de la gestion des exonérations, la lutte contre la fraude et les efforts de productivité des services de recouvrement.

Les **recettes fiscales**, constituées de **1 900,9 milliards** de fiscalité intérieure (55,8%) et de **1 505,1 milliards** de fiscalité de porte (44,2%), sont composées des principaux postes ci-après :

L'impôt BIC hors pétrole et gaz, prévu à **348,7 milliards**, enregistre une hausse de 49,7 milliards par rapport à l'estimation à fin 2017, soit une progression de 16,6%. Ces prévisions s'appuient notamment sur la bonne tenue des activités économiques en 2017, l'élargissement des télé-procédures aux contribuables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 200 millions. Elles reposent également sur le renforcement de la sincérité des états financiers des entreprises, à travers leur certification par un expert-comptable agréé. En outre, le cadre réglementaire et législatif sera renforcé et des mesures complémentaires seront prises pour contenir l'évasion fiscale.

Les revenus du pétrole et du gaz, projetés à **92,2 milliards**, sont en hausse de 5,7 milliards par rapport à l'estimation à fin 2017, en liaison avec l'augmentation de la part Etat du gaz qui passe de 26,3 MMBTU à 30,5 MMBTU.

Les impôts sur les revenus et salaires, prévus à **525,8 milliards**, sont en hausse de 71,5 milliards (15,7%) par rapport à l'estimation à fin 2017, en liaison avec l'impact attendu de l'aménagement de l'Impôt Général sur le Revenu, les créations d'emplois et les efforts de recouvrement des arriérés.

Les impôts sur les revenus des capitaux mobiliers sont attendus à **107,4 milliards** contre 90,8 milliards par rapport à l'estimation à fin 2017, soit une évolution de 18,3%. Cette hausse s'explique par une distribution plus importante attendue des dividendes, au regard des bons résultats comptables qui seraient enregistrés par les entreprises en 2017.

La Taxe sur la Valeur Ajoutée en régime intérieure est prévue à **426,4 milliards**. Elle enregistre une hausse de 75,7 milliards par rapport à l'estimation à fin 2017, soit un accroissement de 21,6%. Cette progression est liée à la croissance de la consommation et à la rationalisation des exonérations, notamment la limitation des exonérations ponctuelles aux seuls secteurs sociaux et la mise en œuvre de la politique de suppression de certaines exonérations.

La taxe sur les opérations bancaires, projetée à **73,0 milliards**, est en progression de 9 milliards (14%) par rapport à l'estimation à fin 2017, en rapport avec la croissance des activités du secteur bancaire et financier.

Les droits d'enregistrement et de timbre prévus à **91,5 milliards** contre 149,2 milliards en 2017, sont en baisse de 38,7%. Ce recul est essentiellement lié à la suspension du droit

d'enregistrement sur le cacao pour soutenir les producteurs qui subissent la baisse du cours international de ce produit. En cas de retournement de la tendance des prix du cacao, le taux des droits pourrait être revu à la hausse et induire ainsi des gains éventuels de recettes.

Les taxes sur boissons et tabacs sont projetées à **43,2 milliards** contre 36,6 milliards en 2017, soit une évolution de 18,2%, en liaison avec l'ajustement à la hausse des droits d'accises sur les boissons.

La taxe sur le caoutchouc est estimée à **7 milliards** contre 5 milliards en 2017, en rapport avec l'évolution favorable des cours du caoutchouc sur le marché international.

La taxe ad valorem perçue sur le secteur minier est prévue à **18,0 milliards** contre 14,5 milliards en 2017, en lien avec l'accroissement de l'activité dans le secteur.

Les taxes sur les télécommunications et la **taxe spécifique sur les communications téléphoniques**, projetées respectivement à **54,9 milliards** et à **27,4 milliards**, enregistrent des hausses de 5,9 milliards (12%) et 2,9 milliards (12%) par rapport aux estimations à fin 2017, en liaison avec la croissance observée dans le secteur de la téléphonie.

Les taxes à l'importation sur les produits pétroliers sont attendues à hauteur de **265,8 milliards**, en hausse de 27,9% par rapport à l'estimation à fin 2017. Cette projection est basée sur des hypothèses, d'une part, de croissance de volumes de 4,1% et de 30,0% respectivement du gasoil et du super carburant et, d'autre part, de niveaux de taxation de 175,5 FCFA/litre pour le gasoil et 149,8 FCFA/litre pour le super carburant.

Les taxes à l'importation sur les marchandises générales, prévues à **875,4 milliards**, reposent sur un taux de croissance du commerce extérieur hors plates-formes pétrolières de 7,7% et un taux moyen d'imposition de 26%. Elles sont en progression de 14,2% par rapport à l'estimation à fin 2017.

Les taxes à l'exportation sont projetées à **363,9 milliards** contre 425,9 milliards en 2017, sur la base d'une production de cacao attendue à 1 943 000 tonnes et d'un prix CAF moyen de 1 180,0 FCFA. Quant au café, la production est projetée à 63 000 tonnes pour un prix CAF moyen de 1 271,2 FCFA.

Les autres ressources intérieures, projetées à **116,2 milliards**, intègrent 57 milliards pour le renouvellement des licences de communication, 23,6 milliards de revenus du domaine,

17,5 milliards au titre des recettes de service, 14,6 milliards de dividendes attendus par l'Etat dont 5 milliards provenant de PETROCI et 2,8 milliards pour les recettes de privatisation, en rapport avec la cession des parts de l'Etat dans la société Tropical Rubber Côte d'Ivoire (TRCI).

Les divers autres financements, qui intègrent des emprunts sur les marchés monétaire et financier, sont prévus à **1 310,7 milliards**. Ces prévisions d'émission tiennent compte de la possibilité de collecte des fonds sur le marché sous régional et international et de la Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT). Plusieurs types d'instruments seront utilisés, avec une priorité accordée aux instruments de long et moyen terme.

Les ressources des Comptes Spéciaux du Trésor sont projetées à **638,1 milliards** avec 13,4 milliards au titre du Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR) et 127,2 milliards pour le Fonds d'Entretien Routier (FER). En outre, 55,7 milliards sont attendus au titre des prélèvements au profit de l'UEMOA (Prélèvement Communautaire de Solidarité), de la

CEDEAO (Prélèvement Communautaire de la CEDEAO) et de l'Union Africaine. Par ailleurs, les prélèvements dans le secteur de l'anacarde (pour la structuration de la filière, le financement de la sacherie brousse et le reprofilage des pistes) sont projetés à 23,6 milliards. Les ressources des Comptes Spéciaux du Trésor intègrent également les recettes à transférer aux collectivités pour 149,3 milliards, la TSU affectée à la SIR à hauteur de 55,6 milliards et les autres recettes affectées pour 213,4 milliards.

➤ **Ressources extérieures**

Les ressources extérieures, attendues à **1 285,2 milliards** en 2018, sont constituées d'appuis budgétaires et des emprunts-projets et dons-projets.

Les appuis budgétaires, d'un niveau de **369,1 milliards**, sont attendus du FMI (162 milliards), de la Banque mondiale (30 milliards), de l'AFD et du Gouvernement espagnol au titre du C2D (respectivement 147,6 milliards et 8,5 milliards) ainsi que de l'Union Européenne (21 milliards), dans le cadre du contrat de bonne gouvernance et de développement et du programme d'appui au foncier rural.

Le **financement extérieur des projets** est prévu à **916,1 milliards** avec 755,8 milliards d'emprunts-projets et 160,3 milliards de dons-projets. Ces financements proviennent principalement de :

- Banque mondiale (209,3 milliards dont 43,5 milliards de dons) ;
- BAD (181,5 milliards dont 6,6 milliards de dons) ;
- Chine (168,5 milliards dont 19 milliards de dons) ;
- BID (108 milliards dont 0,2 milliard de dons) ;
- France (39,4 milliards dont 2,1 milliards de dons) ;
- BEI (30,9 milliards d'emprunts) ;
- Union Européenne (26,6 milliards de dons) ;
- BOAD (25,3 milliards d'emprunts) ;
- Koweït (15,7 milliards d'emprunts) ;
- Inde (15,2 milliards dont 0,3 milliard de dons) ;
- et Japon (14,5 milliards de dons).

II.2.2 Au titre des dépenses

Les dépenses du projet de budget 2018 sont projetées à **6 756,3 milliards**. Elles sont constituées du service de la dette publique (22,9%), des charges salariales (24,2%), des autres dépenses de fonctionnement des services (16,3%), des dépenses d'investissement y compris le FIMR, le FER et les dépenses liées à la parafiscalité du secteur anacarde (29,6%) et des autres dépenses sur recettes affectées exécutées en comptes spéciaux du Trésor (7,0%).

Tableau 4 : Evolution des prévisions de dépenses budgétaires en 2018

Données en milliards de FCFA

Natures des dépenses	2017		2018	Variations (Prév. 2018/ Coll. 2017)	
	Budget initial (1)	Collectif (2)	Projet de Budget (3)	Valeur (4) = (3) - (2)	(%) (4)/(2)
SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	1 418,8	1 459,8	1 547,3	87,5	6,0%
Dette intérieure	849,6	884,2	919,0	34,8	3,9%
dont Titres publics	683,8	743,7	805,6	61,9	8,3%
Dette extérieure	569,2	575,5	628,3	52,8	9,2%
DEPENSES ORDINAIRES	2 616,6	2 691,0	2 737,8	46,8	1,7%
Personnel	1 508,1	1 512,2	1 635,4	123,1	8,1%
Abonnement	90,6	90,6	97,9	7,3	8,1%
Subventions et transferts	378,0	365,8	386,7	20,8	5,7%
Charges de fonctionnement des services	639,8	722,3	617,9	-104,4	-14,5%
<i>Elections</i>	<i>1,8</i>	<i>1,8</i>	<i>5,8</i>	<i>4,0</i>	<i>228,6%</i>
<i>Gratuité des soins ciblés</i>	<i>15,0</i>	<i>15,0</i>	<i>15,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0%</i>
<i>Fonctionnement CNS</i>	<i>5,0</i>	<i>27,4</i>	<i>10,0</i>	<i>-17,4</i>	<i>-63,6%</i>
<i>Autres frais de fonctionnement des services</i>	<i>618,1</i>	<i>678,1</i>	<i>587,2</i>	<i>-91,0</i>	<i>-13,4%</i>
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 924,7	1 746,9	1 833,0	86,1	4,9%
Trésor	1 002,7	821,3	916,9	95,6	11,6%
dont Projets C2D	147,6	56,6	156,1	99,5	175,9%
Emprunts	677,7	681,3	755,8	74,5	10,9%
Dons	244,3	244,3	160,3	-84,0	-34,4%
DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	541,3	550,0	638,1	88,1	16,0%
Programme d'investissements en Milieu Rural / FIMR	14,5	14,5	13,4	-1,1	-7,7%
Programme d'entretien routier / FER	104,1	104,5	127,2	22,6	21,7%
Recettes affectées aux Collectivités	125,0	123,4	149,3	25,9	21,0%
Autres recettes affectées et parafiscalité	297,7	307,6	348,3	40,7	13,2%
TOTAL GENERAL	6 501,4	6 447,6	6 756,3	308,6	4,8%

Sources : DGBF, DGTCP, DGE

➤ Dette publique

Le service de la dette publique, d'un niveau de **1 547,3 milliards**, est constitué à 59,4% de dette intérieure et à 40,6% de dette extérieure.

Le service de la dette intérieure, d'un niveau de **919,0 milliards**, comprend principalement 805,6 milliards de remboursement de titres publics, 37,2 milliards d'échéances de la dette

de la BCEAO et 72,4 milliards de remboursement de dette au profit des banques commerciales.

Le service de la dette extérieure prévu à **628,3 milliards**, est constitué de 136,1 milliards d'échéances au profit des créanciers multilatéraux (dont 85,2 milliards pour le FMI) et 201,7 milliards concernant les créanciers du Club de Paris, intégrant les échéances du C2D pour 147,6 milliards. Ce service intègre également 41,8 milliards au profit des autres créanciers bilatéraux et 246,6 milliards pour les créanciers privés dont 241,2 milliards au titre de l'Eurobond.

➤ **Dépenses ordinaires**

Les **dépenses ordinaires**, comprenant les charges salariales, les frais d'abonnement, les subventions et transferts, les frais de fonctionnement des services, sont prévues à **2 737,8 milliards**, en hausse de 46,8 milliards par rapport au budget révisé.

Les dépenses de personnel sont projetées à **1 635,4 milliards**, conformément aux objectifs de la stratégie de maîtrise de la masse salariale sur la période 2014-2020. Ces dépenses sont en hausse de 123,2 milliards par rapport à 2017 en liaison essentiellement avec :

- la prise en compte de la première tranche du stock des arriérés de salaire des fonctionnaires (34 milliards) ;
- le recrutement ordinaire de 15 846 agents (71,3 milliards) ;
- la prise en charge de 690 reports de traitements de 2017 sur 2018 (4,8 milliards) ;
- la bonification indiciaire de 150 ou 100 points selon les catégories, en faveur des fonctionnaires non bénéficiaires de grille particulière (17,5 milliards) ;
- le rehaussement de l'indemnité contributive au logement des personnels paramilitaires (3,2 milliards) ;
- l'extension aux pompiers civils du bénéfice de l'indemnité contributive au logement (1 milliard) ;
- l'institution de régime indemnitaire particulier au profit du personnel pénitentiaire (2,0 milliards) ;
- la prise en compte des avancements indiciaires et des promotions (23,4 milliards).

Les dépenses d'abonnement (eau, téléphone et électricité) sont prévues à **97,9 milliards**. Cette projection tient compte de la création de nouveaux services, de l'ouverture de l'université de Man et des cités universitaires et du fonctionnement des nouvelles institutions, ainsi que du raccordement de nouvelles localités au réseau électrique national.

Les subventions et transferts, prévus à **386,6 milliards**, concernent essentiellement :

- la subvention aux écoles privées, prévue à 141,1 milliards destinés à couvrir les frais d'écolage des élèves et étudiants affectés par l'Etat dans ces établissements. Ce montant intègre 13 milliards pour l'apurement des passifs ;
- les subventions accordées aux EPN pour leur fonctionnement, d'un montant de 85,3 milliards ;
- les bourses, kits scolaires et transports sont prévus à 67,2 milliards ;

- les transferts aux collectivités, d'un montant de 22,1 milliards pour la prise en charge de leurs dépenses de fonctionnement.

Les **autres charges de fonctionnement des services**, fixées à **617,9 milliards**, intègrent 15 milliards au titre de la gratuité des soins ciblés. Ces charges couvrent également les dépenses au titre du carburant de l'armée, à hauteur de 13,8 milliards, et du fonctionnement du CNS (10 milliards). Elles comprennent, en outre, une dotation de 65,9 milliards au titre des baux des policiers (18,6 milliards), des militaires (41,3 milliards), des agents des eaux et forêts (3,3 milliards) et des gardes pénitentiaires (2,7 milliards).

➤ **Dépenses d'investissement**

Les crédits affectés aux dépenses d'investissement (y compris le FIMR, le FER et les dépenses sur parafiscalité anacarde), sont prévus à **1 997,2 milliards** dans le projet de budget 2018, soit 7,6% du PIB et 29,6% du budget. Ces dépenses d'investissement, en cohérence avec le PND 2016-2020, sont financées à hauteur de 54,1% par les ressources intérieures et de 45,9% par les concours extérieurs.

Les dépenses d'investissement financées sur ressources intérieures, prévues pour un montant de **1 081,1 milliards**, intègrent 156,1 milliards pour le financement des projets dans le cadre du C2D, 37,4 milliards au titre des Collectivités Territoriales, 10 milliards au fonds d'études pour la réalisation des projets, 13 milliards pour la restructuration des banques publiques et 10,5 milliards pour la Couverture Maladie Universelle.

Par ailleurs, une dotation de 200 milliards est consacrée à des projets spécifiques tels que :

- le projet de transport urbain (33,9 milliards) ;
- la construction des infrastructures du Train Urbain d'Abidjan (30 milliards) ;
- la construction et l'extension des aéroports de l'intérieur (30 milliards) ;
- le bitumage de l'axe Ferké-Kong (28,9 milliards) ;
- la construction des infrastructures de la CAN 2021 (20 milliards) ;
- l'aménagement de la baie de Cocody (13 milliards) ;
- la construction de l'université de Man (8 milliards) ;
- la réalisation des VRD pour les logements Sociaux (8 milliards) ;
- le bitumage de l'axe Mankono-Tiéningboué (7,9 milliards) ;
- l'aménagement de l'esplanade de la Présidence (7,5 milliards) ;
- le bitumage de l'axe Divo-Guitry-Yokoboué (5,3 milliards) ;
- l'extension de l'université Peléforo Gon Coulibaly (3 milliards) ;
- l'extension de l'université Lorougnon Guédé (3 milliards) ;
- la construction de 11 établissements d'enseignement technique (1,5 milliard).

Concernant la construction des universités de Bondoukou et de San-Pédro, le financement sera envisagé dans le cadre d'un Partenariat Public Privé.

En outre, le projet de budget 2018 prend en compte d'autres investissements prioritaires du Gouvernement, notamment au titre de la Loi de Programmation de Sécurité Intérieure (5,8 milliards), de la Loi de Programmation Militaire (30 milliards), du Projet Renaissance

Infrastructures de Cote d'Ivoire (20 milliards) et de la mise en place de la Télévision Numérique Terrestre (11,8 milliards). Ces dépenses intègrent également les souscriptions au capital de la BAD, de la BIDC, de FAGACE et de Shelter Afrique (15,9 milliards), le programme de mise à niveau des établissements sanitaires dans le cadre de la CMU (10 milliards), le Fonds d'appui aux Projets Jeunes (6,5 milliards) et la mise en œuvre des activités du Doing Business (3,8 milliards).

Le financement **extérieur des investissements** est projeté à **916,1 milliards**, dont **755,8 milliards** au titre des emprunts et **160,3 milliards** au titre des dons-projets.

Les emprunts-projets concernent principalement :

- le projet de transport urbain (86,3 milliards) ;
- le projet de développement et de réhabilitation du réseau électrique en Côte d'Ivoire (57,5 milliards) ;
- le projet d'aménagement de la Baie de Cocody (52,7 milliards) ;
- le projet de transport et d'accès à l'électricité (46,5 milliards) ;
- le bitumage de l'axe Odienné – Gbéléban (32,6 milliards) ;
- le projet ENERGOS 1 (30,9 milliards) ;
- le bitumage de l'axe Agboville – Céchi (30,5 milliards) ;
- le projet de Renforcement des Réseaux de Transport et de Distribution (PRETD) (30,1 milliards) ;
- l'aménagement de l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké (28,1 milliards) ;
- l'aménagement de la route Boundiali-Odienné-Frontière Guinée (27,8 milliards) ;
- le programme d'Aménagement de Routes et de Facilitation du Transport au sein de l'Union du Fleuve Mano (27,2 milliards) ;
- le projet d'aménagement de la route Toulepleu Zouan-Hounien (26,9 milliards).

Quant aux dons-projets, ils portent essentiellement sur :

- le programme de lutte contre le Paludisme (24,3 milliards) ;
- le projet ENERGOS 1 (18,6 milliards) ;
- la construction du Stade Olympique d'Ebimpé (14,0 milliards) ;
- le programme de Prise en Charge des Personnes Vivant avec le VIH/SIDA (9,3 milliards) ;
- le projet de mise en œuvre du cadre d'accélération de la réduction de la mortalité maternelle et néonatale en Côte d'Ivoire (8,5 milliards) ;
- la construction de l'échangeur de l'amitié Ivoir-Japonaise (7,5 milliards) ;
- le projet d'aménagement du site de débarcadère et de construction du marché central de Sassandra (6,3 milliards) ;
- le projet d'appui à la modernisation du secteur transports et la facilitation du corridor du commerce Abidjan-Ouagadougou (PAMOSSET) (5,0 milliards) ;
- le projet de construction du lycée d'excellence de Grand Bassam (5,0 milliards) ;
- le programme intégré de pérennisation des cantines scolaires (4,0 milliards).

II.3 Analyse par secteur des dépenses du projet de budget 2018

Les prévisions de dépenses budgétaires 2018, y compris celles au titre du FIMR et du FER, hors dépenses effectuées sur les autres recettes affectées, se répartissent par secteur comme suit :

- **Organes de Souveraineté : 291,9 milliards** alloués aux organes législatifs (27 milliards), aux organes exécutifs (88,8 milliards), aux organes juridictionnels (81,6 milliards), aux organes consultatifs (8,6 milliards) et aux affaires extérieures (85,9 milliards) ;
- **Défense et Sécurité : 516,8 milliards** comprenant notamment, 252,8 milliards pour les services des armées, 174,3 milliards pour la police et 79,3 milliards pour la gendarmerie ;
- **Affaires Générales et Financières : 389,3 milliards** dont 151,7 milliards au titre des affaires communes de l'administration générale et financière, 52,4 milliards pour les finances, 29,3 milliards pour la régionalisation et la tutelle des collectivités territoriales et 21,6 milliards pour la planification, la programmation et les statistiques générales ;
- **Formation, Enseignement et Recherche : 1 256,0 milliards**, affectés notamment, à l'enseignement préscolaire et primaire (525,7 milliards), à l'enseignement secondaire général, technique et professionnel (337,9 milliards), à la formation professionnelle (24,7 milliards) et à l'enseignement supérieur (192,8 milliards) ;
- **Culture et Loisirs : 150,6 milliards** pour soutenir la promotion de la culture, les activités sportives et la communication ;
- **Santé et Actions Sociales : 413,1 milliards** dont 356,4 milliards pour le secteur de la santé. Ces dotations sont prévues au profit notamment des CHU, des CHR et des Centres de Santé Spécialisés ainsi que pour l'acquisition de médicaments et d'équipements médicaux et le Plan National de Nutrition ;
- **Administration et Développement des Infrastructures : 1 345,1 milliards**, destinés notamment au renforcement des infrastructures routières (590,2 milliards), à l'amélioration de l'accès à l'assainissement, à l'eau et à l'électricité (257,9 milliards) ainsi qu'à l'habitat et à l'urbanisme (189,3 milliards) ;
- **Production et Commerce : 196,1 milliards** dont 98,1 milliards pour l'agriculture et les ressources halieutiques. Une dotation de 43,4 milliards est allouée à la protection des forêts, parcs et réserves ainsi qu'aux industries extractives et de transformation.

Il convient de souligner que les dotations affectées à ces différents secteurs intègrent **21 milliards** destinés à la **promotion de l'emploi des jeunes**.

Tableau 5 : Répartition des dépenses du projet de budget 2018 par secteur

Données en milliards de FCFA

Secteurs	Collectif 2017	Projet de budget 2018	Evolution / budget initial	Part dans le budget hors dépenses sur autres recettes affectées
1. Organes de souveraineté	272,0	291,9	7,3%	4,7%
<i>dont</i>				0,0%
Organes législatifs	26,4	27,0	2,5%	0,4%
Organes exécutifs	91,4	88,8	-2,8%	1,4%
Organes juridictionnels	62,0	81,6	31,7%	1,3%
Organes consultatifs	7,1	8,6	20,9%	0,1%
Affaires extérieures	85,1	85,9	0,9%	1,4%
2. Défense et sécurité	481,6	516,8	7,3%	8,3%
<i>dont</i>				
Armée	222,4	252,8	13,7%	4,0%
Gendarmerie	69,0	79,3	15,0%	1,3%
Police	182,7	174,3	-4,6%	2,8%
3. Affaires générales et financières	387,3	389,3	0,5%	6,2%
<i>dont</i>				
Affaires communes de l'administration générale et financière	100,3	151,7	51,2%	2,4%
Finances	50,1	52,4	4,5%	0,8%
Budget et dépense publique	83,3	88,3	5,9%	1,4%
Régionalisation et tutelle des collectivités territoriales	29,6	29,3	-1,1%	0,5%
Planification, programmation, prévision et statistiques générales	90,4	21,6	-76,1%	0,3%
4. Enseignement, formation et recherche	1 119,6	1 256,0	12,2%	20,1%
<i>dont</i>				
Enseignement préscolaire et primaire	465,3	525,7	13,0%	8,4%
Enseignement secondaire général	301,8	337,9	12,0%	5,4%
Enseignement secondaire, technique et professionnel	9,3	9,9	6,8%	0,2%
Formation Professionnelle	9,2	24,7	167,3%	0,4%
Enseignement supérieur	175,2	192,8	10,1%	3,1%
5. Culture et loisirs	128,4	150,6	17,3%	2,4%
6. Santé et actions sociales	428,3	413,1	-3,6%	6,6%
Dont Santé	579,7	356,4	-38,5%	5,7%
Santé quaternaire (hygiène publique, médicaments et matériels médicaux)	217,1	242,9	11,9%	3,9%
Santé tertiaire (CHU/CHR)	59,9	43,5	-27,4%	0,7%
Santé secondaire (hôpitaux généraux et bases de santé rurales)	16,5	6,4	-61,4%	0,1%
Santé primaire (soins de base et sante préventive)	28,1	16,1	-42,5%	0,3%
7. Administration et développement des infrastructures	1 171,4	1 345,1	14,8%	21,5%
<i>Dont</i>				
Habitat et urbanisme	258,1	189,3	-26,6%	3,0%
Assainissement, eau et électricité	209,4	257,9	23,2%	4,1%
Infrastructures routières	504,2	590,2	17,1%	9,4%
Transport ferroviaire	4,8	30,1	523,7%	0,5%
Transport aérien et aérodromes	4,8	38,5	697,7%	0,6%
Transport maritime, fluvial et lagunaire	2,9	16,7	468,1%	0,3%
8. Production et commerce	203,8	196,1	-3,8%	3,1%
<i>Dont</i>				
Agriculture et ressources halieutiques (y/c FIMR)	98,2	98,1	-0,2%	1,6%
Forêts, parcs et réserves	43,7	36,5	-16,4%	0,6%
Industrie extractive et de transformation	6,8	6,9	0,9%	0,1%
9. Dépenses non ventilables par secteur	1 823,6	1 699,8	-6,8%	27,2%
Dont dette publique	6 015,9	1 547,3	-74,3%	24,7%
TOTAL BUDGET Hors dépenses sur autres recettes affectées	6 015,9	6 258,7	4,0%	100,0%
Dépenses sur autres recettes affectées	431,7	497,57	15,3%	
TOTAL BUDGET GENERAL	6 447,6	6 756,3	4,8%	
Dont emploi	19,7	21,0	7,0%	

II.4 Dépenses de lutte contre la pauvreté

Dans le cadre de sa politique de lutte contre la pauvreté et les disparités sociales, le Gouvernement accorde une attention particulière aux dépenses favorisant l'amélioration des conditions de vie et du bien-être des populations les plus défavorisées.

A cet effet, la dotation de **2 290,8 milliards** prévue au titre des dépenses "pro-pauvres" enregistre une augmentation de 10,7% par rapport à 2017. Ces dépenses représentent 8,9% du PIB et couvrent les différents secteurs sociaux.

Au titre de **l'Education**, les crédits prévus se chiffrent à **1 263,1 milliards**, en hausse de 13,6% par rapport au collectif 2017. Ces crédits couvrent notamment, l'acquisition de manuels, de kits scolaires et de malles pédagogiques ainsi que la construction, l'équipement et la réhabilitation des infrastructures scolaires. Ils prennent en compte également le renforcement des moyens de fonctionnement des structures éducatives, les bourses et les subventions aux écoles privées.

Quant au secteur de la **santé**, il bénéficie d'une dotation de **356,1 milliards**, destinée aux opérations de réhabilitation et de rééquipement des Centres Hospitaliers Universitaires (CHU), des hôpitaux généraux et des autres structures sanitaires. Ces actions se rapportent, en outre, à la consolidation des actes de prévention et de lutte contre les pathologies et endémies ainsi qu'à la lutte contre le VIH/SIDA.

Les dotations au titre du secteur des **affaires sociales** s'élèvent à **39,9 milliards** et sont destinées à l'équipement des orphelinats, des pouponnières et des centres sociaux, à la formation du personnel d'appui ainsi qu'à la prise en charge des indigents et victimes de catastrophes.

Les secteurs de **l'agriculture** et des **ressources animales et halieutiques** sont dotés à hauteur de **121,6 milliards**. Ces dotations couvrent les programmes de développement et de promotion de l'agriculture, les projets d'aménagement hydro-agricole, de diversification agricole, de gestion des terroirs et d'équipement rural. Elles prennent aussi en compte l'appui à l'élevage, à la production laitière, à la pêche, à l'aquaculture et à l'agriculture vivrière, afin d'assurer l'autosuffisance alimentaire.

Une dotation de **197,1 milliards** est prévue pour **l'assainissement et l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable et en fourniture d'électricité**. Cette dotation est consacrée notamment aux actions d'assainissement et à l'enlèvement des ordures ménagères, ainsi qu'à l'hydraulique urbaine et villageoise par la réparation et l'installation de pompes à motricité humaine. Elles couvrent également la poursuite des programmes d'électrification rurale et d'extension des réseaux électriques urbains.

Les collectivités territoriales bénéficient d'une dotation de **65,7 milliards** pour mener des actions de développement économique et social dans leurs localités.

CONCLUSION

Le projet de budget 2018 est en ligne avec les actions prévues dans le cadre de la mise en œuvre du PND 2016-2020, en vue d'atteindre l'émergence à l'horizon 2020. Il s'équilibre en ressources et en charges à **6 756,3 milliards**, en hausse de 4,8% par rapport au collectif 2017.

Ce projet de budget vise, plus spécifiquement, la consolidation de la croissance économique et l'affermissement de son caractère inclusif, en ligne avec les objectifs d'amélioration des conditions de vie des populations, de réduction des inégalités et de la pauvreté.

A cet effet, il met l'accent sur le renforcement des infrastructures socio-économiques de base, notamment dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'électricité rurale et de l'hydraulique villageoise. Il accorde également une attention particulière au renforcement du dispositif de sécurité et de défense, dans un contexte de menace terroriste sous-régionale.

L'atteinte des objectifs poursuivis à travers ce projet de budget requiert la mise en œuvre de mesures cohérentes pour encadrer sa bonne exécution, ainsi que des réformes nécessaires pour améliorer le recouvrement des ressources et l'efficacité des dépenses.

Par ailleurs, un accent particulier sera mis sur le respect de la discipline budgétaire, le renforcement du contrôle a priori et sur le suivi de la capacité d'absorption des crédits liés à l'investissement.

Telle est l'économie du projet de budget 2018 soumis à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE SECRETAIRE D'ETAT AUPRES DU PREMIER
MINISTRE, CHARGE DU BUDGET ET
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT**

MOUSSA SANOGO

ANNEXES

- Annexe 1** : Cadrage Budgétaire 2018
- Annexe 2** : Evolution des recettes fiscales
- Annexe 3** : Evolution des recettes non fiscales
- Annexe 4** : Dépenses sociales
- Annexe 5** : Evolution de la masse salariale
- Annexe 6** : Evolution des dépenses de lutte contre la pauvreté
- Annexe 7** : Evolution des ressources budgétaires
- Annexe 8** : Evolution des dépenses budgétaires
- Annexe 9** : Dotations par Institution et Ministère
- Annexe 10** : Comparaison des Composantes du Budget de 2015 à 2018
- Annexe 11** : Evolution des dépenses de fonctionnement et d'investissement de 2009 à 2018
- Annexe 12** : Répartition des dépenses C2D par secteur

ANNEXE 2 : EVOLUTION DES RECETTES FISCALES

En milliards de FCFA

	Budget 2013		Budget 2014		Budget 2015		Budget 2016		Budget 2017			Projet de budget 2018
	Collectif	Réalisation	Collectif	Réalisation	Collectif	Réalisation	Collectif	Réalisation	Initial	Collectif	Estimation	
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	2 240,5	2 260,9	2 539,0	2 403,9	2 719,4	2 706,0	3 043,3	2 786,5	3 345,4	3 070,9	3 068,6	3 406,0
<i>dont recettes hors DUS</i>	<i>1 980,5</i>	<i>1 961,7</i>	<i>2 229,7</i>	<i>2 078,7</i>	<i>2 351,3</i>	<i>2 318,9</i>	<i>2 622,2</i>	<i>2 394,2</i>	<i>2 911,6</i>	<i>2 667,0</i>	<i>2 642,7</i>	<i>3 042,1</i>
DGI	1 129,7	1 202,4	1 337,2	1 230,1	1 438,1	1 357,6	1 553,9	1 372,9	1 753,2	1 664,3	1 659,8	1 891,6
Impôts directs	679,0	746,9	816,8	721,8	819,8	763,8	825,9	683,5	934,7	921,0	921,0	1 068,1
Impôts sur bénéfices	331,9	368,6	393,4	336,1	365,9	322,3	342,4	279,8	396,3	388,6	382,8	442,6
- BIC hors pétrole	189,0	211,0	238,3	226,6	258,8	237,1	267,0	259,4	306,0	299,1	299,1	348,7
- BIC pétrole et gaz	126,4	141,8	134,1	93,0	86,0	66,5	53,6	63,8	63,8	65,8	60,5	64,5
<i>dont gaz imputé</i>	<i>43,0</i>	<i>71,9</i>	<i>65,4</i>	<i>43,6</i>	<i>42,5</i>	<i>34,8</i>	<i>42,4</i>	<i>46,8</i>	<i>47,7</i>	<i>47,8</i>	<i>53,9</i>	<i>46,2</i>
- Impôt synthétique	4,5	3,6	6,0	4,7	5,0	4,1	4,8	4,0	6,3	4,6	4,5	7,2
- Prélèvement AIRSI	12,0	12,3	15,0	11,8	16,1	14,6	17,0	16,4	20,2	19,1	18,7	22,1
Impôts sur revenus et salaires (hors FDFP)	274,9	301,7	332,4	310,8	366,1	354,4	397,7	403,7	443,3	445,8	447,4	518,0
- Impôts sur traitement et salaire	234,9	257,1	283,4	265,1	311,2	300,3	339,2	344,1	377,9	378,7	382,6	458,0
- Contribution employeur (hors FDFP)	40,0	44,7	49,0	45,7	54,9	54,1	58,5	59,6	65,4	67,1	64,8	70,0
Contribution pour la sortie de crise (ex CRN)	0,0	0,6	0,0	0,3	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts fonciers	16,7	12,4	14,0	12,9	10,5	10,8	10,8	10,8	95,2	92,6	90,8	107,4
Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	55,5	63,5	77,0	61,6	77,3	76,1	85,8	76,1	85,8	85,8	85,8	95,8
Impôts indirects	450,6	455,5	520,4	508,3	618,3	593,9	728,0	689,4	818,5	737,3	738,8	792,5
TVA (hors part secteur électricité)	228,5	216,2	243,1	243,2	281,7	270,8	321,0	304,2	366,4	360,6	350,7	426,4
TOB (ex TPS)	35,5	34,8	40,0	40,6	47,3	49,0	59,5	55,8	68,6	66,0	64,0	73,0
Taxes sur boissons et tabacs	23,0	20,8	28,0	34,4	40,8	33,0	38,5	29,8	44,6	35,0	36,6	43,2
Droits d'enregistrement et de timbre	56,0	70,6	67,5	78,2	128,6	131,4	188,8	185,7	200,8	124,7	147,6	89,8
<i>dont enregistrement café cacao</i>	<i>20,5</i>	<i>27,4</i>	<i>24,9</i>	<i>38,0</i>	<i>79,2</i>	<i>86,2</i>	<i>139,5</i>	<i>128,5</i>	<i>140,1</i>	<i>59,2</i>	<i>80,1</i>	<i>0,0</i>
Patentes et Licences	9,6	11,1	10,5	9,0	10,4	10,0	11,2	11,2	12,8	12,8	19,1	23,0
Taxe sur les télécommunications	20,5	21,1	40,7	40,9	50,4	48,8	59,8	53,0	68,8	61,6	49,0	54,9
Taxe spécifique sur les télécommunications téléphoniques			22,0	16,7	21,5	20,4	24,2	23,4	27,2	27,2	24,5	27,4
Taxe sur caoutchouc	19,3	17,7	8,6	3,1	0,0	0,1	0,0	0,2	2,0	2,0	5,0	7,0
Taxe ad valorem (secteur minier)						0,0			17,0	14,5	18,0	18,0
Accises et autres taxes indirectes (hors revenus du domaine et taxes affectées)	4,1	2,4	2,6	2,3	2,4	1,9	2,0	2,6	1,8	2,2	2,0	2,1
Taxe d'exploitation de pétrole et gaz	54,2	60,7	57,5	39,9	35,3	28,5	23,0	23,6	27,3	28,2	25,9	27,7
<i>dont gaz imputé</i>	<i>18,4</i>	<i>29,9</i>	<i>28,0</i>	<i>18,7</i>	<i>18,2</i>	<i>14,9</i>	<i>18,2</i>	<i>20,0</i>	<i>20,4</i>	<i>20,5</i>	<i>23,1</i>	<i>19,8</i>
Nouvelles taxes												31,0
TRESOR	4,2	7,1	6,0	8,4	6,2	8,8	8,8	9,5	8,5	8,5	8,5	9,4
Impôts directs	3,0	5,9	5,0	7,2	5,2	7,2	7,7	8,1	6,9	6,9	6,9	7,8
Impôts sur revenus et salaires	3,0	5,9	5,0	7,1	5,2	7,2	7,7	8,1	6,9	6,9	6,9	7,8
Impôts fonciers (y/c RS 15% Loyer)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	1,2	1,2	1,0	1,2	1,0	1,6	1,1	1,4	1,6	1,6	1,6	1,7
Timbres et vignettes	1,2	1,2	1,0	1,2	1,0	1,6	1,1	1,4	1,6	1,6	1,6	1,7
Autres indirects	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
DGD	1 106,6	1 051,4	1 195,9	1 165,5	1 275,1	1 339,6	1 480,7	1 404,1	1 583,8	1 398,2	1 400,3	1 505,1
Droits et taxes à l'importation	846,6	752,2	886,5	840,3	906,9	952,5	1 059,5	1 011,8	1 150,0	994,3	974,4	1 141,2
Taxes sur produits pétroliers (hors TSU FER en compte spécial à partir de 2015)	136,0	145,9	166,7	169,7	190,9	228,8	300,6	273,3	338,0	192,4	207,8	265,8
Taxes hors produits pétroliers (hors SGS, PCS et PCC)	710,6	606,3	719,8	670,6	716,1	723,7	758,9	738,5	812,0	801,8	766,6	875,4
Taxes à l'exportation	260,0	299,2	309,3	325,2	368,2	387,1	421,1	392,3	433,8	403,9	425,9	363,9
REVENUS DU DOMAINE	41,5	34,2	37,0	41,9	20,7	34,6	37,3	36,8	35,7	21,0	22,0	23,6
RECETTES FISCALES AFFECTEES ET PARAFISCALITE	109,4	109,4	126,6	127,5	204,4	214,4	451,4	454,8	541,3	550,0	555,5	638,1
FDFP	11,5	12,4	13,2	12,5	14,5	11,8	16,0	13,3	17,6	17,6	19,2	20,5
FFPSU					14,9	14,9	28,0	28,0	31,1	31,1	31,1	35,3
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)-FFPSU												3,0
TVA secteur électricité	16,5	14,2	18,5	12,2	13,5	15,4	16,5	18,9	16,2	16,2	26,2	26,5
Vignettes et patentes Part FER							25,4	25,4	29,1	26,4	16,6	33,5
Transfert TSU au Fonds d'Entretien Routier (FER)					52,1	58,7	66,4	70,0	75,1	78,1	90,6	93,6
PCS, PCC, UA et SGS	47,2	48,3	58,2	63,6	66,1	76,6	80,4	88,4	86,1	88,4	85,8	89,8
Recettes affectées aux collectivités							110,0	110,0	125,0	123,4	118,2	149,3
FIMR							13,9	13,9	14,5	14,5	14,5	13,4
Redevances Café Cacao Part CCC- Sacherie brousse							36,7	36,7	38,3	38,3	38,3	32,5
Fonds d'Investissement Agricole (2QC)							11,9	11,9	12,5	12,4	12,4	10,6
TSU SIR									44,1	52,2	55,7	55,6
Parafiscalité anacarde												23,6
Autres Taxes affectées	34,2	34,5	36,7	39,3	43,3	37,0	46,2	46,2	51,8	51,3	46,8	50,9
TOTAL RECETTES FISCALES (hors FIMR)	2 391,4	2 404,5	2 702,6	2 573,3	2 944,6	2 954,9	3 518,2	3 264,2	3 908,0	3 627,4	3 631,6	4 042,3
PIB nominal	15 252,4	15 445,8	16 890,9	16 843,0	18 843,0	19 595,4	21 170,4	21 561,7	23 315,6	23 595,5	23 589,6	25 867,3
Pression fiscale TOFE	15,7%	15,6%	15,2%	15,2%	15,6%	15,1%	16,6%	15,1%	16,4%	15,4%	15,4%	15,6%

Source: DGBF, DGE, DGTCP, DGI, DGD

ANNEXE 3 : EVOLUTION DES AUTRES RESSOURCES INTERIEURES

En milliards de FCFA

	2015			2016			2017			Projet de budget 2018
	Initial	Collectif	Réalisation	Initial	Collectif	Réalisation	Initial	Collectif	Est.	
Recettes non fiscales du Trésor	37,4	27,4	46,9	37,1	21,8	21,7	19,3	31,5	28,4	32,1
Dividendes PETROCI	14,0	4,0	6,0	12,8	0,0	0,0	2,0	7,0	3,0	5,0
Autres Dividendes (SIB, SGBCI, autres)	7,4	7,4	11,7	7,9	3,3	3,3	3,3	10,4	10,4	9,6
Recettes des services	16,0	16,0	29,2	16,5	18,5	18,5	14,1	14,1	15,0	17,5
Revenus du domaine	20,2	25,7	30,1	23,2		36,8	35,7	21,0	22,0	23,6
Bonus de signature	0,0	15,0	17,5					2,5	2,5	
Redevance téléphonie cellulaire	105,0	105,0	167,8	150,0	0,0	0,0	65,0	65,0	65,0	57,0
Produits de la privatisation et vente d'actifs	8,9	41,9	34,1	30,5	34,3	34,3	9,6	23,9	24,3	2,8
Versements des entreprises	0,6	0,6	0,5	0,7	0,7	0,7	5,0	0,7	0,7	0,7
Ressources exceptionnelles (ressources C2D non utilisées sur gestions antérieures)	14,7	14,7	14,7		14,3	14,3		12,4	12,4	
Arriérés dividendes PETROCI		12,8	12,8							
Total Autres ressources intérieures du cadrage	187,0	243,3	324,4	241,5	71,0	107,8	134,7	156,9	155,3	116,2

Source : DGBF, DGE, DGTCF, DGI

ANNEXE 4 : DEPENSES SOCIALES

Montants en millions de Francs CFA

Nature de dépenses	2017	2018
	budget	Projet de budget
DEPENSES EDUCATION	1 103 244,3	1 246 698,9
Courantes	989 134,3	1 099 158,3
Administration Centrale	776 482,6	855 807,0
Personnel	746 465,8	831 399,2
Abonnement	11 593,7	11 216,8
Autres Administrations Centrales	18 423,1	13 191,0
Structures éducatives (hors personnel)	212 651,7	243 351,3
Subventions aux écoles privées	108 600,0	128 100,3
Kits Scolaires	14 000,0	14 000,0
Bourses	22 312,5	25 553,6
Transferts aux Etablissements Publics Nationaux	31 202,1	31 856,0
Ecoles publiques	36 537,2	43 841,3
Investissement	96 510,0	127 028,8
Construction et équipements (y compris kits pédagogiques et cantines scolaire)	96 510,0	127 028,8
<i>dont financements extérieurs</i>	17 297,7	30 187,4
Comptes spéciaux	17 600,0	20 511,9
DEPENSES SANTE	386 535,8	354 612,2
Courantes	221 468,9	237 666,8
Administration Centrale	183 668,9	196 560,7
Personnel	147 530,7	161 814,3
Abonnement	8 560,2	8 414,8
Autres Administrations Centrales	27 578,1	26 331,6
Structures sanitaires (hors personnel)	37 800,0	41 106,1
Niveau primaire et secondaire	11 896,6	9 915,1
Niveau tertiaire	8 536,2	12 998,6
Niveau quaternaire	14 580,5	15 451,1
Autres	2 786,8	2 741,3
Investissement	163 896,8	116 116,4
Administration	1 218,3	229,7
Construction et équipements	162 678,5	115 886,7
<i>dont financements extérieurs</i>	84 171,6	60 657,2
Comptes spéciaux	1 170,0	829,0
TOTAL	1 489 780,1	1 601 311,1

ANNEXE 5 : EVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE

En milliards de FCFA

	2015			2016			2017			2018
	Budget	Collectif budgétaire	Réalisation	Budget	Collectif budgétaire	Réalisation	Budget	Collectif budgétaire	Estimation fin décembre	Projet de budget
Gestion par la Solde	934,1	914,5	916,5	1002,1	1002,1	979,5	1058,0	1061,6	1061,6	1169,4
6111 Fonctionnaires	842,5	821,9	817,8	906,3	906,3	874,0	959,7	959,7	959,7	1046,7
6119 Autres catégories de fonctionnaires								3,0	3,0	
6122 Rémunération du personnel occasionnel	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,8	1,9	1,9	1,9	0,9
6132 Indemnité de logement								0,5	0,5	
6138 Indemnités d'utilisation véhicules pers. Agents Etat	1,9	1,9	2,1	2,4	2,4	2,4	2,7	2,7	2,7	3,8
6139 Autres primes et indemnités (dont indemnités de correction)										0,0
6143 Cotisations CNPS des agents contractuels et décision.	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	0,6	0,5	0,5	0,5	0,2
6141 Cotisations retraite des personnels sous statut	87,5	88,6	94,6	87,6	87,6	100,7	93,3	93,3	93,3	116,0
6158 Frais d'obsèques du personnel										
6199 Dépenses de personnel non ventilées	0,0	0,0		3,6	3,6	0,0	0,0	0,0	0,0	1,6
Solde de la Police	82,8	81,8	81,8	84,6	84,6	80,3	86,6	87,2	87,2	86,4
6114 Traitement de base police	74,4	74,0	73,4	76,4	76,4	73,0	78,2	78,4	78,4	78,4
6138 Indemnités d'utilisation véhicules pers. Agents Etat	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
6139 Autres primes et indemnités (dont indemnités de correction)								0,4	0,4	
6141 Cotisations retraite police	8,3	7,7	8,2	8,1	8,1	7,2	8,3	8,3	8,3	7,9
Solde des militaires	139,7	141,4	146,4	143,5	148,5	146,9	152,4	152,4	152,4	162,2
6116 Traitement de base des militaires	113,0	116,8	122,5	117,4	120,0	123,8	122,1	122,1	122,1	131,8
6142 Cotisations retraite des personnels militaires	13,3	13,3	13,3	14,7	15,5	15,5	18,0	18,0	18,0	16,7
6139 Autres primes et indemnités (dont indem.de correct.)	13,4	11,3	10,6	11,3	13,0	7,6	12,3	12,3	12,3	13,7
Subventions aux EPN et autres organismes	112,4	110,4	108,3	117,0	117,0	115,6	128,1	128,1	128,1	132,0
6311 Subventions d'équilibre-personnel	73,4	71,4	72,3	74,1	74,1	76,8	85,1	85,1	85,1	88,5
6321 Subventions d'équilibre-personnel	34,6	34,6	30,4	36,9	36,9	32,4	36,8	36,8	36,8	36,4
6391 Subventions d'équilibre-personnel	4,4	4,4	5,6	6,0	6,0	6,4	6,1	6,2	6,2	7,0
Institutions Nationales	41,9	42,7	43,5	44,1	44,1	44,3	43,5	45,5	45,5	46,1
6199 Dépenses de personnel non ventilées	0,6	0,6	0,0	1,2	1,2	0,0	0,8	0,8	0,8	0,8
6417 Transferts aux Institutions Nationales	41,3	42,0	43,5	42,9	42,9	44,3	42,7	44,7	44,7	45,3
Rémunération du personnel local des ambassades	19,5	21,0	18,0	20,0	20,0	19,9	22,0	20,0	20,0	21,5
6417 Rémun. pers. local ambassades et attachés de défense	19,5	21,0	18,0	20,0	20,0	19,9	22,0	20,0	20,0	21,5
Transferts aux Collectivités Décentralisées-personnel	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2
6418 Transferts aux Collectivités Décentralisées-personnel	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2
DIVERS	10,7	10,7	10,8	11,5	11,5	8,0	11,3	11,3	11,3	11,6
6121 Rémunération du personnel sous contrat et décision.	1,8	1,8	1,8	1,9	1,9	1,8	1,9	2,0	2,0	2,2
6122 Rémunération du personnel occasionnel	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
6139 Autres primes et indemnités (dont indem. de correct.)	5,3	5,3	7,7	5,6	5,6	5,0	4,8	4,7	4,7	6,2
6141 Cotisations retraite des personnels sous statut	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7	0,0	0,7	0,7	0,7	0,0
6181 Rémunération des assistants techniques	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,9
6199 Dépenses de personnel non ventilées	0,8	0,8	0,1	1,0	1,0	0,0	1,1	1,1	1,1	0,7
6131,6134, 6138, 6143, 6149, 6156, 6157, 6158, 6171, 6172, 6175, 6176, 6119, 6111	2,0	2,0	0,3	1,4	1,4	0,3	1,9	1,9	1,9	1,0
TOTAL MASSE SALARIALE BUDGET	1347,4	1328,7	1331,5	1428,9	1434,0	1400,7	1508,1	1512,2	1512,2	1635,4
(en % des recettes fiscales (Norme communautaire = 35%))	45,8%	43,7%	43,2%	41,2%	40,8%	42,9%	38,6%	41,7%	41,6%	40,5%
Pourcentage du PIB	7,2%	7,0%	6,8%	6,1%	6,8%	6,5%	6,5%	6,4%	6,4%	6,3%

Pour mémoire : PIB 2018 = 25 867,3

Source : DGBF, DGE, DGTCP, DGI

ANNEXE 6 : EVOLUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES

(toutes sources de financement confondues)

Montants en Francs CFA

Domaines	2017	2018
	Collectif	Projet de Budget
01 Agriculture et développement rural	73 301 992 280	105 900 499 531
01.0 Administration générale	34 767 000 000	55 741 020 131
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	8 957 452 209	16 179 798 076
01.2 Formation et encadrement	12 171 000 000	13 187 530 031
01.3 Aménagement hydro-agricole	2 916 540 071	7 418 834 516
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR,FIMR)	14 490 000 000	13 373 316 777
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	11 909 073 144	15 670 202 564
02.0 Administration générale / formation et encadrement	5 766 653 298	7 861 800 710
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	1 576 608 148	1 031 744 285
02.2 Pêche et aquaculture	4 565 811 698	6 776 657 569
03 Education	1 111 727 606 213	1 263 144 413 706
03.0 Administration générale	35 108 000 000	32 878 401 174
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	473 540 000 000	540 142 640 487
03.2 Alphabétisation	469 606 213	462 225 911
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	411 560 000 000	463 358 631 159
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	191 050 000 000	226 302 514 975
04 Santé	379 715 307 722	356 062 170 118
04.00 Administration générale santé	164 290 000 000	175 496 596 082
04.01 Système de santé primaire	97 677 000 000	88 110 513 798
04.02 Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	2 830 307 722	2 000 000 000
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endemies	20 523 000 000	29 227 570 731
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	11 464 000 000	11 275 671 625
04.05 VIH/SIDA	22 986 000 000	11 803 082 290
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	59 945 000 000	38 148 735 592
05 Eau et Assainissement	80 344 925 102	106 994 286 093
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	79 150 000 000	96 799 177 376
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	1 194 925 102	10 195 108 717
06 Energie	74 780 000 000	90 075 910 351
06.1 Accès à l'électricité	74 780 000 000	90 075 910 351
07 Routes et ouvrages d'art	215 041 000 000	216 547 905 821
07.1 Entretien pistes rurales	13 372 000 000	6 630 900 000
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	7 829 000 000	500 000 000
07.3 Autres travaux routiers	193 840 000 000	209 417 005 821
08 Affaires Sociales	36 336 923 547	39 994 532 153
08.0 Administration générale	27 472 000 000	21 938 441 269
08.1 Formations destinées aux femmes	676 102 383	401 984 784
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	3 597 303 550	3 428 043 587
08.3 Formation au personnel d'appui	1 688 992 926	1 595 487 340
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	2 902 524 688	12 630 575 173
09 Décentralisation	63 268 000 000	65 661 749 836
09.1 Décentralisation	63 268 000 000	65 661 749 836
10 Reconstructions et réhabilitations	12 836 677 200	9 637 077 907
10.1 Construction et réhabilitation	136 677 200	453 375 200
10.2 Habitats et logements sociaux	12 700 000 000	9 183 702 707
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	10 791 761 388	21 104 760 966
11.1 Promotion et insertion des jeunes	7 231 275 616	18 696 346 487
11.2 Appui et suivi PND	984 700 000	1 500 000 000
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	2 575 785 772	908 414 479
TOTAL	2 070 053 266 596	2 290 793 509 046

Source: SIGFIP-DGBF

Evolution

PIB

%PIB

2,8%

23 589,6

8,8%

10,7%

25 867,3

8,9%

ANNEXE 7 : EVOLUTION DES RESSOURCES BUDGETAIRES

En milliards de FCFA

Nature des recettes	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Collectif	Collectif	Collectif	Collectif	Collectif	Projet de budget
RESSOURCES INTERIEURES	3 156,1	3 590,0	4 182,3	5 140,9	5 074,6	5 471,1
Recettes fiscales	2 240,5	2 539,0	2 719,4	3 043,3	3 070,9	3 406,0
Recettes non fiscales	100,5	137,3	243,3	108,3	156,9	116,2
dont Transfert des entreprises	0,7	0,7	0,6	0,7	0,7	0,7
Produits de privatisation	13,0	41,7	41,9	34,3	23,9	2,8
FIMR (fonds café cacao)	8,4	8,4	9,0	13,9	14,5	13,4
Transfert au Fonds d'Entretien Routier (FER)			28,8	91,9	104,5	127,2
Autres recettes affectées				345,6	431,0	497,6
Recettes exceptionnelles				100,0	0,0	0,0
Avances PETROCI						
Titres publics-Emissions	806,7	905,2	1 181,9	1 437,9	1 296,8	1 310,7
RESSOURCES EXTERIEURES	727,7	817,5	1 013,7	1 024,9	1 373,0	1 285,2
Appuis budgétaires	262,2	261,4	254,1	274,7	447,4	369,1
Rééchelonnement, différée et annulation						
Crédits adossés à l'allocation de DTS						
Ressources des projets et dons programmes	465,5	556,1	759,6	750,2	925,6	916,1
Emprunts-projets	329,9	319,9	495,4	522,4	681,3	755,8
Dons-projets	135,6	236,2	264,2	227,8	244,3	160,3
Dons-programmes						
TOTAL GENERAL	3 883,8	4 407,5	5 196,0	6 165,8	6 447,6	6 756,3

Source : DGBF, DGE, DGTCP, DGI, DGD

ANNEXE 8 : EVOLUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

En milliards de FCFA

Nature des dépenses	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Collectif	Collectif	Collectif	Collectif	Collectif	Projet de budget
DETTE PUBLIQUE	984,3	1 129,0	1 295,0	1 340,3	1 459,8	1 547,3
Dettes intérieure	725,2	814,3	856,4	860,5	884,2	919,0
Dettes extérieure	259,1	314,7	438,6	479,8	575,5	628,3
DEPENSES ORDINAIRES	1 742,3	1 964,1	2 361,0	2 487,9	2 691,0	2 737,8
Abonnement	48,1	49,1	62,5	81,4	90,6	97,9
Personnel	1 039,1	1 175,7	1 328,4	1 434,0	1 512,2	1 635,4
Autres dépenses de fonctionnement	655,1	739,3	970,2	972,5	1 088,2	1 004,6
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 157,3	1 314,4	1 540,0	1 992,0	1 865,9	1 973,6
Trésor	691,8	758,3	780,4	1 241,8	940,3	1 057,5
dont Investissements FIMR et FER	8,4	8,4	37,8	105,8	119,0	140,5
Emprunts	329,9	319,9	495,4	522,4	681,3	755,8
Dons	135,6	236,2	264,2	227,8	244,3	160,3
<i>Dons projets</i>	135,6	236,2	264,2	227,8	244,3	160,3
<i>Dons programme</i>						
DEPENSES SUR RECETTES AFFECTEES (hors FIMR et FER)				345,6	431,0	497,6
TOTAL	3 883,8	4 407,5	5 196,0	6 165,8	6 447,6	6 756,3

Source : DGBF

ANNEXE 9 : DOTATIONS PAR INSTITUTION ET MINISTERE

Données en FCFA

	Projet de budget 2018			
	Trésor	Don	Emprunt	Total
01 REPRESENTATION NATIONALE	23 629 792 316			23 629 792 316
Depenses Ordinaires	22 939 151 150			22 939 151 150
Dépenses d'Abonnement	174 131 765			174 131 765
Autres Depenses	9 907 265 240			9 907 265 240
Dépenses de Personnel	12 857 754 145			12 857 754 145
Depenses d'Investissement	690 641 166			690 641 166
02 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	95 770 004 859			95 770 004 859
Depenses Ordinaires	80 583 885 711			80 583 885 711
Dépenses d'Abonnement	2 242 491 004			2 242 491 004
Autres Depenses	62 302 592 224			62 302 592 224
Dépenses de Personnel	16 038 802 483			16 038 802 483
Depenses d'Investissement	15 186 119 148			15 186 119 148
03 CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL	5 528 383 356			5 528 383 356
Depenses Ordinaires	5 528 383 356			5 528 383 356
Dépenses d'Abonnement	102 052 069			102 052 069
Autres Depenses	1 452 611 233			1 452 611 233
Dépenses de Personnel	3 973 720 054			3 973 720 054
05 GRANDE CHANCELLERIE	1 549 002 312			1 549 002 312
Depenses Ordinaires	1 549 002 312			1 549 002 312
Dépenses d'Abonnement	22 541 683			22 541 683
Autres Depenses	803 401 838			803 401 838
Dépenses de Personnel	723 058 791			723 058 791
06 PRIMATURE ET SERVICES RATTACHES	81 299 651 025	2 090 000 000		83 389 651 025
Depenses Ordinaires	23 579 161 750			23 579 161 750
Dépenses d'Abonnement	1 110 791 247			1 110 791 247
Autres Depenses	12 295 299 633			12 295 299 633
Dépenses de Personnel	10 173 070 870			10 173 070 870
Depenses d'Investissement	57 720 489 275	2 090 000 000		59 810 489 275
07 CONSEIL CONSTITUTIONNEL	2 631 762 282			2 631 762 282
Depenses Ordinaires	2 631 762 282			2 631 762 282
Dépenses d'Abonnement	50 640 915			50 640 915
Autres Depenses	1 081 021 367			1 081 021 367
Dépenses de Personnel	1 500 100 000			1 500 100 000
08 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	2 905 449 163			2 905 449 163
Depenses Ordinaires	2 764 121 551			2 764 121 551
Dépenses d'Abonnement	57 282 726			57 282 726
Autres Depenses	800 196 719			800 196 719
Dépenses de Personnel	1 906 642 106			1 906 642 106
Depenses d'Investissement	141 327 612			141 327 612
10 COUR DES COMPTES	1 684 545 957			1 684 545 957
Depenses Ordinaires	1 684 545 957			1 684 545 957
Autres Depenses	1 254 108 617			1 254 108 617
Dépenses de Personnel	430 437 340			430 437 340

ANNEXE 9 : DOTATIONS PAR INSTITUTION ET MINISTERE

Données en FCFA

	Projet de budget 2018			
	Trésor	Don	Emprunt	Total
11 COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE	9 797 922 432			9 797 922 432
Depenses Ordinaires	9 694 326 257			9 694 326 257
Dépenses d'Abonnement	188 974 033			188 974 033
Autres Depenses	7 200 923 171			7 200 923 171
Dépenses de Personnel	2 304 429 053			2 304 429 053
Depenses d'Investissement	103 596 175			103 596 175
12 MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	1 619 907 279 016	22 120 000	4 256 000 000	1 624 185 399 016
Dette Publique	1 547 277 995 523			1 547 277 995 523
Dette publique intérieure	918 980 404 810			918 980 404 810
Dette publique extérieure	628 297 590 713			628 297 590 713
Depenses Ordinaires	33 705 197 293			33 705 197 293
Dépenses d'Abonnement	0			0
Autres Depenses	15 167 311 396			15 167 311 396
Dépenses de Personnel	18 537 885 897			18 537 885 897
Depenses d'Investissement	25 550 769 423	22 120 000	4 256 000 000	29 828 889 423
Comptes Speciaux du Tresor	13 373 316 777			13 373 316 777
13 CHAMBRE NATIONALE DES ROIS ET CHEFS TRADITIONNELS	4 100 000 000			4 100 000 000
Depenses Ordinaires	4 100 000 000			4 100 000 000
Autres Depenses	4 100 000 000			4 100 000 000
14 MINISTÈRE DU PÉTROLE, DE L'ENERGIE ET DU DEVELOPPEMENT DES ENERGIE	94 457 888 952	20 699 731 734	185 913 663 352	301 071 284 038
Depenses Ordinaires	4 455 093 121			4 455 093 121
Dépenses d'Abonnement	107 845 361			107 845 361
Autres Depenses	1 763 697 072			1 763 697 072
Dépenses de Personnel	2 583 550 688			2 583 550 688
Depenses d'Investissement	7 857 695 831	20 699 731 734	185 913 663 352	214 471 090 917
Comptes Speciaux du Tresor	82 145 100 000			82 145 100 000
15 MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA SECURITE	381 691 266 247		6 040 700 000	387 731 966 247
Depenses Ordinaires	192 616 771 414			192 616 771 414
Dépenses d'Abonnement	4 957 567 480			4 957 567 480
Autres Depenses	57 240 455 463			57 240 455 463
Dépenses de Personnel	130 418 748 471			130 418 748 471
Depenses d'Investissement	39 808 391 642		6 040 700 000	45 849 091 642
Comptes Speciaux du Tresor	149 266 103 191			149 266 103 191
16 MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE	18 811 739 136			18 811 739 136
Depenses Ordinaires	18 141 838 970			18 141 838 970
Dépenses d'Abonnement	441 387 806			441 387 806
Autres Depenses	9 421 010 784			9 421 010 784
Dépenses de Personnel	8 279 440 380			8 279 440 380
Depenses d'Investissement	669 900 166			669 900 166

ANNEXE 9 : DOTATIONS PAR INSTITUTION ET MINISTERE

Données en FCFA

	Projet de budget 2018			
	Trésor	Don	Emprunt	Total
17 MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME	70 920 283 879			70 920 283 879
Depenses Ordinaires	52 702 587 991			52 702 587 991
Dépenses d'Abonnement	1 406 614 184			1 406 614 184
Autres Depenses	11 198 448 447			11 198 448 447
Dépenses de Personnel	40 097 525 360			40 097 525 360
Depenses d'Investissement	18 217 695 888			18 217 695 888
18 MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	107 260 371 703	14 079 600 000	20 886 829 118	142 226 800 821
Depenses Ordinaires	23 431 757 292			23 431 757 292
Dépenses d'Abonnement	892 203 032			892 203 032
Autres Depenses	12 979 795 338			12 979 795 338
Dépenses de Personnel	9 559 758 922			9 559 758 922
Depenses d'Investissement	8 249 614 411	14 079 600 000	20 886 829 118	43 216 043 529
Comptes Speciaux du Tresor	75 579 000 000			75 579 000 000
19 MINISTÈRE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET	61 541 149 430	1 800 000 000		63 341 149 430
Depenses Ordinaires	21 112 059 957			21 112 059 957
Dépenses d'Abonnement	2 687 772 853			2 687 772 853
Autres Depenses	14 893 107 110			14 893 107 110
Dépenses de Personnel	3 531 179 994			3 531 179 994
Depenses d'Investissement	30 351 375 187	1 800 000 000		32 151 375 187
Comptes Speciaux du Tresor	10 077 714 286			10 077 714 286
20 MINISTÈRE DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT	11 384 823 431	2 415 500 000	3 143 200 000	16 943 523 431
Depenses Ordinaires	8 427 393 511			8 427 393 511
Dépenses d'Abonnement	109 293 444			109 293 444
Autres Depenses	6 051 945 074			6 051 945 074
Dépenses de Personnel	2 266 154 993			2 266 154 993
Depenses d'Investissement	2 957 429 920	2 415 500 000	3 143 200 000	8 516 129 920
21 MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES	420 043 148 957	16 399 200 000	457 038 400 858	893 480 749 815
Depenses Ordinaires	19 885 367 758			19 885 367 758
Dépenses d'Abonnement	454 673 464			454 673 464
Autres Depenses	16 971 705 107			16 971 705 107
Dépenses de Personnel	2 458 989 187			2 458 989 187
Depenses d'Investissement	272 988 740 856	16 399 200 000	457 038 400 858	746 426 341 714
Comptes Speciaux du Tresor	127 169 040 343			127 169 040 343
22 MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L' ENSEIGNEMENT TECHNIQUE E	908 618 246 365	9 000 000 000	10 000 000 000	927 618 246 365
Depenses Ordinaires	860 190 432 932			860 190 432 932
Dépenses d'Abonnement	4 752 607 565			4 752 607 565
Autres Depenses	147 701 778 921			147 701 778 921
Dépenses de Personnel	707 736 046 446			707 736 046 446
Depenses d'Investissement	48 427 813 433	9 000 000 000	10 000 000 000	67 427 813 433

ANNEXE 9 : DOTATIONS PAR INSTITUTION ET MINISTERE

Données en FCFA

	Projet de budget 2018			
	Trésor	Don	Emprunt	Total
23 MINISTÈRE DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION ET DE L'INOVATI	1 970 922 304			1 970 922 304
Depenses Ordinaires	1 620 922 304			1 620 922 304
Autres Depenses	710 000 000			710 000 000
Dépenses de Personnel	910 922 304			910 922 304
Depenses d'Investissement	350 000 000			350 000 000
24 MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	293 955 034 977	51 052 720 000	9 604 480 000	354 612 234 977
Depenses Ordinaires	237 666 804 839			237 666 804 839
Dépenses d'Abonnement	8 414 769 311			8 414 769 311
Autres Depenses	67 437 779 580			67 437 779 580
Dépenses de Personnel	161 814 255 948			161 814 255 948
Depenses d'Investissement	55 459 230 138	51 052 720 000	9 604 480 000	116 116 430 138
Comptes Speciaux du Tresor	829 000 000			829 000 000
25 MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES	85 484 011 159			85 484 011 159
Depenses Ordinaires	82 089 131 492			82 089 131 492
Dépenses d'Abonnement	223 385 325			223 385 325
Autres Depenses	29 131 818 946			29 131 818 946
Dépenses de Personnel	52 733 927 221			52 733 927 221
Depenses d'Investissement	3 394 879 667			3 394 879 667
26 MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DE LA DEFENSE	327 527 904 956		10 280 000 000	337 807 904 956
Depenses Ordinaires	297 527 904 956			297 527 904 956
Dépenses d'Abonnement	5 770 896 749			5 770 896 749
Autres Depenses	127 353 136 082			127 353 136 082
Dépenses de Personnel	164 403 872 125			164 403 872 125
Depenses d'Investissement	30 000 000 000		10 280 000 000	40 280 000 000
27 MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA P	50 752 274 465			50 752 274 465
Depenses Ordinaires	14 870 800 503			14 870 800 503
Dépenses d'Abonnement	253 037 206			253 037 206
Autres Depenses	9 773 580 354			9 773 580 354
Dépenses de Personnel	4 844 182 943			4 844 182 943
Depenses d'Investissement	1 477 623 962			1 477 623 962
Comptes Speciaux du Tresor	34 403 850 000			34 403 850 000
29 MINISTÈRE DES SPORTS ET DES LOISIRS	47 607 111 624	15 300 000 000	8 570 000 000	71 477 111 624
Depenses Ordinaires	20 787 145 007			20 787 145 007
Dépenses d'Abonnement	121 979 330			121 979 330
Autres Depenses	12 524 662 921			12 524 662 921
Dépenses de Personnel	8 140 502 756			8 140 502 756
Depenses d'Investissement	24 762 966 617	15 300 000 000	8 570 000 000	48 632 966 617
Comptes Speciaux du Tresor	2 057 000 000			2 057 000 000

ANNEXE 9 : DOTATIONS PAR INSTITUTION ET MINISTERE

Données en FCFA

	Projet de budget 2018			
	Trésor	Don	Emprunt	Total
30 SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU PREMIER MINISTRE, CHARGE DU BUDGET E	504 886 421 043	2 000 000 000		506 886 421 043
Depenses Ordinaires	299 195 804 983			299 195 804 983
Dépenses d'Abonnement	54 841 946 815			54 841 946 815
Autres Depenses	193 896 379 320			193 896 379 320
Dépenses de Personnel	50 457 478 848			50 457 478 848
Depenses d'Investissement	115 896 840 883	2 000 000 000		117 896 840 883
Comptes Speciaux du Tresor	89 793 775 177			89 793 775 177
31 MINISTÈRE DES EAUX ET FORÊTS	30 523 366 712	4 000 000		30 527 366 712
Depenses Ordinaires	28 240 696 361			28 240 696 361
Dépenses d'Abonnement	182 544 382			182 544 382
Autres Depenses	7 933 884 844			7 933 884 844
Dépenses de Personnel	20 124 267 135			20 124 267 135
Depenses d'Investissement	2 282 670 351	4 000 000		2 286 670 351
33 MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFI	222 260 991 684		3 935 548 522	226 196 540 206
Depenses Ordinaires	188 539 263 772			188 539 263 772
Dépenses d'Abonnement	4 866 530 902			4 866 530 902
Autres Depenses	98 060 236 098			98 060 236 098
Dépenses de Personnel	85 612 496 772			85 612 496 772
Depenses d'Investissement	33 721 727 912		3 935 548 522	37 657 276 434
34 SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE L' ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FOI	85 632 264 484	157 920 000	7 093 930 000	92 884 114 484
Depenses Ordinaires	50 428 557 415			50 428 557 415
Dépenses d'Abonnement	1 597 672 134			1 597 672 134
Autres Depenses	10 780 202 741			10 780 202 741
Dépenses de Personnel	38 050 682 540			38 050 682 540
Depenses d'Investissement	14 691 855 107	157 920 000	7 093 930 000	21 943 705 107
Comptes Speciaux du Tresor	20 511 851 962			20 511 851 962
35 MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE	13 299 952 428			13 299 952 428
Depenses Ordinaires	10 402 626 966			10 402 626 966
Dépenses d'Abonnement	131 157 867			131 157 867
Autres Depenses	4 229 392 137			4 229 392 137
Dépenses de Personnel	6 042 076 962			6 042 076 962
Depenses d'Investissement	843 325 462			843 325 462
Comptes Speciaux du Tresor	2 054 000 000			2 054 000 000
37 MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DE LA PROMOTION DES PME	11 859 835 551			11 859 835 551
Depenses Ordinaires	9 187 471 363			9 187 471 363
Dépenses d'Abonnement	176 253 497			176 253 497
Autres Depenses	5 020 801 390			5 020 801 390
Dépenses de Personnel	3 990 416 476			3 990 416 476
Depenses d'Investissement	2 672 364 188			2 672 364 188

ANNEXE 9 : DOTATIONS PAR INSTITUTION ET MINISTERE

Données en FCFA

	Projet de budget 2018			
	Trésor	Don	Emprunt	Total
38 MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES	8 095 128 866	3 000 000 000		11 095 128 866
Depenses Ordinaires	5 114 152 049			5 114 152 049
Dépenses d'Abonnement	147 312 090			147 312 090
Autres Depenses	2 256 624 872			2 256 624 872
Dépenses de Personnel	2 710 215 087			2 710 215 087
Depenses d'Investissement	2 980 976 817	3 000 000 000		5 980 976 817
39 MINISTÈRE DU TOURISME	8 412 782 751			8 412 782 751
Depenses Ordinaires	5 106 342 580			5 106 342 580
Dépenses d'Abonnement	104 341 645			104 341 645
Autres Depenses	3 725 843 614			3 725 843 614
Dépenses de Personnel	1 276 157 321			1 276 157 321
Depenses d'Investissement	649 840 171			649 840 171
Comptes Speciaux du Tresor	2 656 600 000			2 656 600 000
40 MINISTÈRE DES TRANSPORTS	80 333 402 498	7 410 796 000	14 295 320 000	102 039 518 498
Depenses Ordinaires	12 914 511 058			12 914 511 058
Dépenses d'Abonnement	169 313 221			169 313 221
Autres Depenses	6 312 895 840			6 312 895 840
Dépenses de Personnel	6 432 301 997			6 432 301 997
Depenses d'Investissement	67 418 891 440	7 410 796 000	14 295 320 000	89 125 007 440
42 MINISTÈRE DE LA FEMME, DE LA PROTECTION DE L'ENFANT ET DE LA SOLIDAR	19 605 342 360	792 500 000		20 397 842 360
Depenses Ordinaires	18 934 333 739			18 934 333 739
Dépenses d'Abonnement	582 810 856			582 810 856
Autres Depenses	5 712 678 769			5 712 678 769
Dépenses de Personnel	12 638 844 114			12 638 844 114
Depenses d'Investissement	671 008 621	792 500 000		1 463 508 621
Comptes Speciaux du Tresor	0			0
44 MINISTÈRE D'ETAT, AUPRES DU PR CHARGE DU DIALOGUE POLITIQUE ET DES	786 130 087			786 130 087
Depenses Ordinaires	786 130 087			786 130 087
Autres Depenses	786 130 087			786 130 087
47 COUR SUPREME	9 428 386 988			9 428 386 988
Depenses Ordinaires	9 057 812 988			9 057 812 988
Dépenses d'Abonnement	128 722 817			128 722 817
Autres Depenses	1 756 388 369			1 756 388 369
Dépenses de Personnel	7 172 701 802			7 172 701 802
Depenses d'Investissement	370 574 000			370 574 000
49 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI DES JEUNES ET	18 579 696 392		7 300 000 000	25 879 696 392
Depenses Ordinaires	6 592 201 710			6 592 201 710
Dépenses d'Abonnement	102 127 784			102 127 784
Autres Depenses	2 561 573 956			2 561 573 956
Dépenses de Personnel	3 928 499 970			3 928 499 970
Depenses d'Investissement	11 987 494 682		7 300 000 000	19 287 494 682

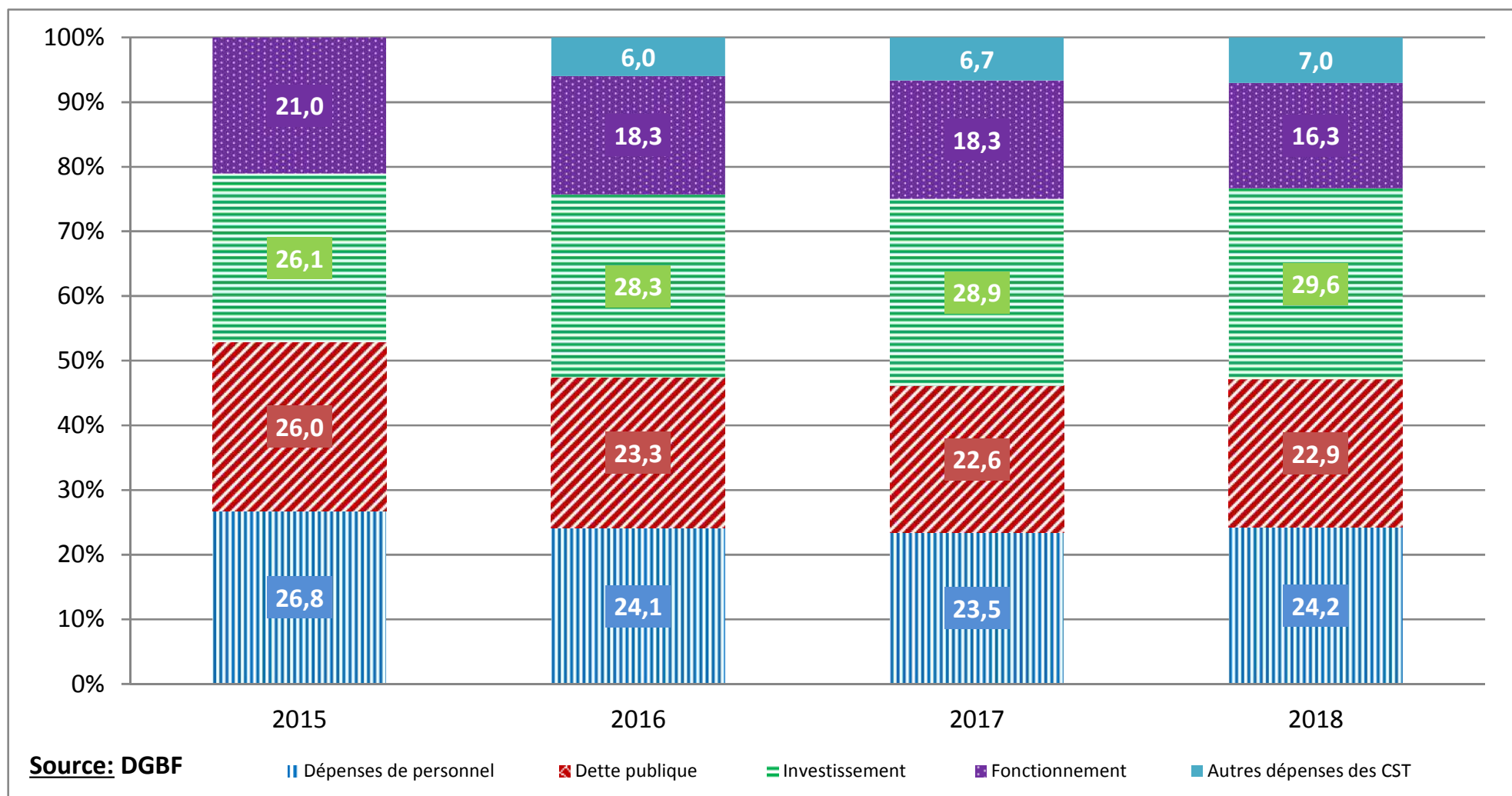
ANNEXE 9 : DOTATIONS PAR INSTITUTION ET MINISTERE

Données en FCFA

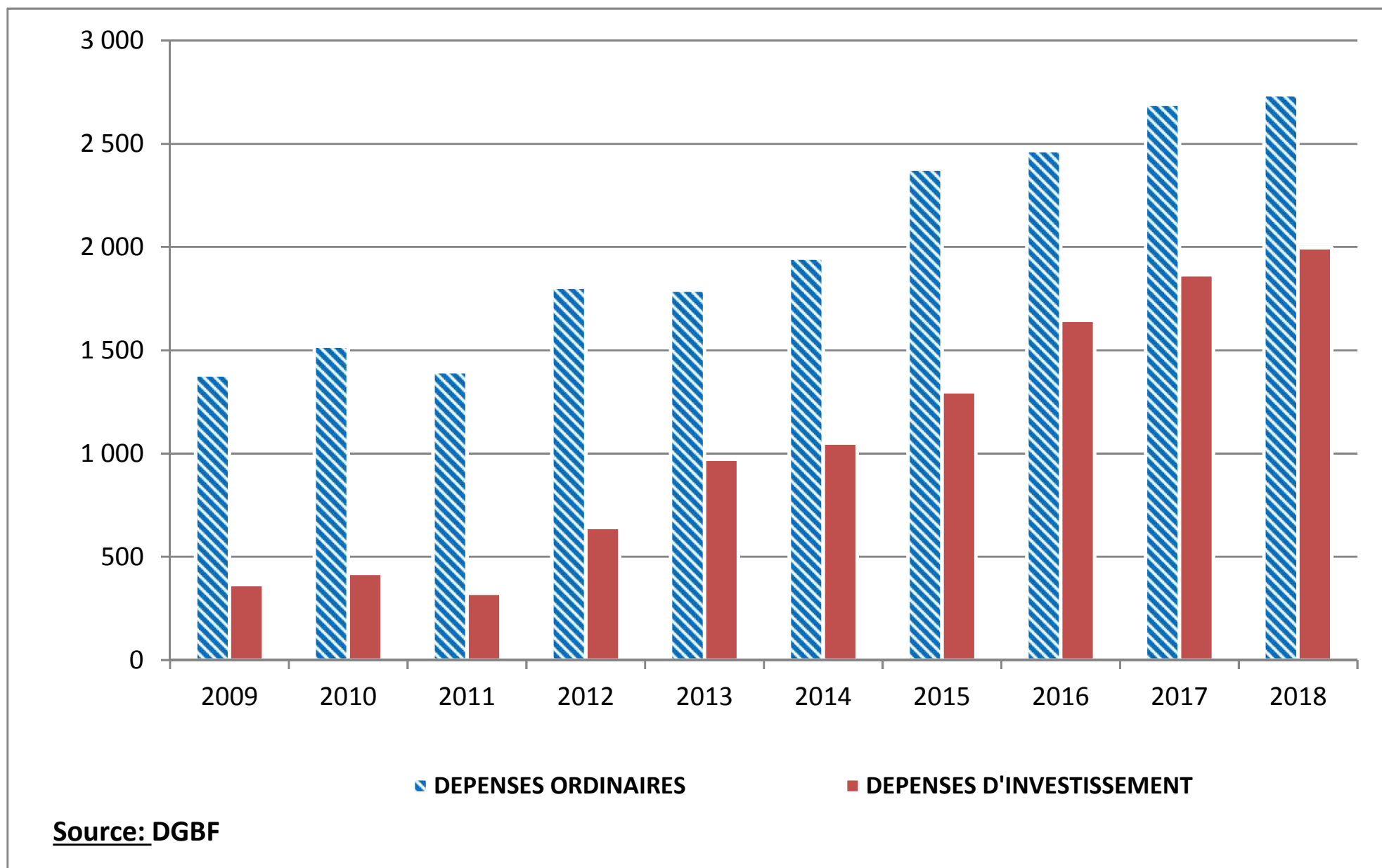
	Projet de budget 2018			
	Trésor	Don	Emprunt	Total
51 MINISTÈRE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES	12 070 408 231	9 723 950 000		21 794 358 231
Depenses Ordinaires	9 706 420 662			9 706 420 662
Dépenses d'Abonnement	66 679 074			66 679 074
Autres Depenses	4 155 339 698			4 155 339 698
Dépenses de Personnel	5 484 401 890			5 484 401 890
Depenses d'Investissement	2 363 987 569	9 723 950 000		12 087 937 569
60 MINISTÈRE DE L'INTÉGRATION AFRICAINE ET DES IVOIRIENS DE L'EXTERIEU	2 335 785 545			2 335 785 545
Depenses Ordinaires	2 315 316 629			2 315 316 629
Autres Depenses	1 785 752 130			1 785 752 130
Dépenses de Personnel	529 564 499			529 564 499
Depenses d'Investissement	20 468 916			20 468 916
68 PARQUET GENERAL	1 043 546 022			1 043 546 022
Depenses Ordinaires	1 024 367 046			1 024 367 046
Autres Depenses	608 763 046			608 763 046
Dépenses de Personnel	415 604 000			415 604 000
Depenses d'Investissement	19 178 976			19 178 976
72 MINISTÈRE DE LA SALUBRITE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT	45 726 476 587	4 386 400 000		50 112 876 587
Depenses Ordinaires	12 715 148 165			12 715 148 165
Dépenses d'Abonnement	237 902 741			237 902 741
Autres Depenses	4 660 099 824			4 660 099 824
Dépenses de Personnel	7 817 145 600			7 817 145 600
Depenses d'Investissement	4 782 042 708	4 386 400 000		9 168 442 708
Comptes Speciaux du Tresor	28 229 285 714			28 229 285 714
74 MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE	31 073 483 856		7 406 734 360	38 480 218 216
Depenses Ordinaires	19 887 453 466			19 887 453 466
Autres Depenses	5 430 805 136			5 430 805 136
Dépenses de Personnel	14 456 648 330			14 456 648 330
Depenses d'Investissement	11 186 030 390		7 406 734 360	18 592 764 750
75 SENAT	3 375 000 000			3 375 000 000
2 Depenses Ordinaires	3 375 000 000			3 375 000 000
Autres Depenses	3 375 000 000			3 375 000 000
TOTAL GENERAL	5 834 812 450 084	160 334 437 734	755 764 806 210	6 756 257 616 332
Dettes Publiques	1 547 277 995 523			1 547 277 995 523
Dettes publiques intérieures	918 980 404 810			918 980 404 810
Dettes publiques extérieures	628 297 590 713			628 297 590 713
Depenses Ordinaires	2 737 809 160 705			2 737 809 160 705
Dépenses d'Abonnement	97 878 254 377			97 878 254 377
Autres Depenses	1 004 566 444 508			1 004 566 444 508
Dépenses de Personnel	1 635 364 461 820			1 635 364 461 820
Depenses d'Investissement	916 925 578 710	160 334 437 734	755 764 806 210	1 833 024 822 654
Comptes Speciaux du Tresor	638 145 637 450			638 145 637 450

Source : DGBF

Annexe 10: Comparaison des composantes du budget de 2015 à 2018



Annexe 11: Evolution des dépenses de fonctionnement et d'investissement de 2009 à 2018



ANNEXE 12 : REPARTITION DES DEPENSES C2D PAR SECTEUR

Montants en Francs CFA

Secteurs/Projets	Budget 2017	Projet de budget 2018
01 Agriculture et développement rural	10 501 617 375	10 501 617 375
Projet d'Appui au Secteur Agricole en CI(PSAC)/C2D	4 800 418 285	4 800 418 285
Prog Accélération Relance Filières Agricoles en CI(PARFACI)/C2D	5 701 199 090	5 701 199 090
Filières Agricoles Durables de C.I (FADCI) / 2ème C2D	0	
03 Education	33 252 869 650	33 252 869 650
Prog Dév. Educ., Formation et Insertion Jeunes(Composante Educ. Base)/C2D	4 709 707 736	4 709 707 736
Education de base et Pilotage Projet EF / 2ème C2D	4 000 000 000	4 000 000 000
Formation Professionnelle / 1er C2D	9 958 080 106	9 958 080 106
Formation Professionnelle / 2ème C2D	2 000 000 000	2 000 000 000
Prog Dév Educ., Format° et Insert° Jeunes(Composante Ens. Supérieur) / C2D	7 585 081 808	7 585 081 808
Enseignement Supérieur / 2ème C2D	5 000 000 000	5 000 000 000
04 Santé	23 847 194 978	23 847 194 978
Projet de Renforcement du Système de Santé(PRSS-ECHO)	12 847 194 978	12 847 194 978
Projet de Renforcement du Système de Santé(PRSS) / 2ème C2D	11 000 000 000	11 000 000 000
05 Eau et Assainissement	17 931 826 258	17 931 826 258
Developpement Urbain-Eau/C2D	5 431 826 258	5 431 826 258
Eau Potable / 2ème C2D	10 000 000 000	10 000 000 000
Assainissement / 2ème C2D	2 500 000 000	2 500 000 000
Routes et ouvrage d'art	31 318 038 200	31 318 038 200
Infrastructures de Transport - Route/C2D	1 318 038 200	1 318 038 200
Routes / 2ème C2D	30 000 000 000	30 000 000 000
Emploi jeunes	9 500 131 350	9 500 131 350
Emploi des Jeunes / C2D	4 500 131 350	5 000 000 000
Emploi Jeunes / 2ème C2D	5 000 000 000	4 500 131 350
Autres secteurs	21 248 322 189	29 775 763 189
Programme Justice / C2D	6 587 011 000	6 587 011 000
Fonds d'études & renforcement des capacités/C2D	5 000 000 000	5 000 000 000
Développement urbain - Construction, Assainissement, et Urbanisme (MCU)/C2D	811 311 430	811 311 430
Filières Agricoles Durables de C.I (FADCI) - MINEDD / 2ème C2D	500 000 000	500 000 000
Conservation des Ressources Naturelles(CORENA-FPRCI)/C2D	500 000 000	500 000 000
Projet de Conservation des Ressources Naturelles (CORENA MINEF) / C2D	2 000 000 000	2 000 000 000
Filières Agricoles Durables de C.I (FADCI) - MINEF / 2ème C2D	700 000 000	700 000 000
Projet de Conservation des Ressources Naturelles(CORENA-MINESUDD)/C2D	149 999 759	149 999 759
Filières Agricoles Durables de C.I (FADCI) - FPRCI / 2ème C2D	5 000 000 000	5 000 000 000
Projets C2D Gouvernement espagnol		8 527 441 000
Total	147 600 000 000	156 127 441 000